



## A.1 SOUMISSIONS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

À l'attention de: Yvonne Murphy  
Division de la gestion du  
matériel et des biens  
Courriel: [yvonne.murphy@hc-sc.gc.ca](mailto:yvonne.murphy@hc-sc.gc.ca)

## Demande de propositions (DP)

pour

l'exécution des travaux décrits à l'Appendice 1  
de l'Annexe A – Énoncé des travaux.

## A.2. AUTORITÉ DÉSIGNÉE POUR CETTE DP

L'Autorité désignée pour cette DP est:

Yvonne Murphy  
Agente principale d'approvisionnement et  
contrats, Division de la gestion du matériel  
et des biens, Direction générale du dirigeant  
principal des finances, Ottawa (Ontario)  
K1A 0K9

Téléphone: 613.698.0515  
Courriel: [yvonne.murphy@hc-sc.gc.ca](mailto:yvonne.murphy@hc-sc.gc.ca)

**CETTE DP NE CONTIENT PAS UNE  
EXIGENCE EN MATIÈRE DE  
SÉCURITÉ**

<b>A3. TITRE</b> Service de marketing social, Santé environnementale	
<b>A4. DATE DE CLÔTURE DES SOUMISSIONS</b> 7 novembre 2016	
<b>A5. NUMÉRO DE LA DP</b> 1000184452	<b>A6. DATE DE PUBLICATION</b> 27 septembre 2016
<b>A7. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS</b> Toutes les demandes de renseignements concernant la présente DP doivent être soumises par écrit à l'Autorité désignée pour la DP inscrite à l'article A2 au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre.	
<b>A8. LOIS APPLICABLES</b> Conformément à l'article IG15, tout Contrat subséquent doit être interprété et régi par les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces mêmes lois.	
<b>A9. DOCUMENTS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS</b> La DP comprend six (6) parties, à savoir : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Section I – Exigences relatives à la présentation d'une soumission</li><li>2. Section II – Critères et procédures d'évaluation des soumissions</li><li>3. Section III – Soumission financière</li><li>4. Section IV – Instructions générales</li><li>5. Section V – Attestations</li><li>6. Appendice 1 – Clauses du contrat subséquent<ol style="list-style-type: none"><li>Annexe A – Énoncé des travaux</li><li>Annexe B – Base de paiement</li><li>Annexe C – Exigences en matière de sécurité</li></ol></li></ol>	
<b>A10. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS</b> Pour être prises en compte, les soumissions doivent être reçues au plus tard à 14 h 00 (heure de l'Est) le 7 novembre 2016, à l'adresse de réception des soumissions désignée à l'article A1. Les soumissions reçues après la date et l'heure de clôture (ci après appelée la « date de clôture ») seront jugées non recevables et seront retournées au soumissionnaire sans être ouvertes.	
<b>A11. VALIDITÉ DE LA SOUMISSION</b> Les soumissions demeureront valables pour une période de cent vingt (120) jours civils après la date de clôture.	
<b>A12. CONTENU DE LA SOUMISSION</b> Les soumissions doivent être structurées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une (1) copie électronique d'une lettre d'accompagnement, signée par un représentant autorisé du soumissionnaire;</li><li>• Une (1) copie électronique de la Soumission technique;</li><li>• Une (1) copie électronique de la Section V – Attestations, et,</li><li>• Une (1) copie électronique de la Section III – Soumission financière dans une pièce jointe distincte.</li></ul> Veuillez vous référer à la Section 1 – Exigences relatives à la présentation d'une soumission, au point 1.2 pour des instructions supplémentaires.	
<b>A13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b> Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle en vertu de l'appendice 1.	

## TABLE DES MATIÈRES

### SECTION I – EXIGENCES RELATIVES À LA PRÉSENTATION D’UNE SOUMISSION

- 1.1 Information requise
- 1.2 Présentation de la soumission
- 1.3 Écologisation des opérations gouvernementales
- 1.4 Marchés réservés aux bénéficiaires d’une entente sur les revendications territoriales globales
- 1.5 Marché réservé dans le cadre de la Stratégie d’approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral)
- 1.6 Dépôt électronique direct
- 1.7 Exigences en matière de sécurité

### SECTION II – CRITÈRES ET PROCÉDURES D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

- 2.1 Procédure d’évaluation des soumissions
- 2.2 Critères d’évaluation

### SECTION III – SOUMISSION FINANCIÈRE

- 3.1 Barème de prix

### SECTION IV – INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### SECTION V – ATTESTATIONS

- 5.1 Dénomination sociale et renseignements sur le soumissionnaire
- 5.2 Attestations
- 5.3 Attestation relative aux études, à l’expérience et aux qualifications
- 5.4 Attestation de la disponibilité et du statut du personnel
- 5.5 Attestation pour ancien fonctionnaire
- 5.6 Coentreprise/société en nom collectif
- 5.7 Dispositions relatives à l’intégrité
- 5.8 Programme de contrats fédéraux pour l’équité en matière d’emploi – Attestation
- 5.9 Évaluer le potentiel de l’exploitation commerciale de la propriété intellectuelle
- 5.10 Signature et attestation

### APPENDICE 1 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1. Information générale
  - 1.1 Coordonnées
  - 1.2 Période visée par le contrat
  - 1.3 Exigences en matière de sécurité
  - 1.4 Base de paiement
  - 1.5 Modalités de paiement
  - 1.6 Instructions relatives à la facturation
- 2. Conditions générales
- 3. Modalités de paiement
- 4. Propriété intellectuelle

### ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

- 1. Base de paiement
- 2. Barème de prix

### ANNEXE C – EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

## SECTION I – EXIGENCES RELATIVES À LA PRÉSENTATION D'UNE SOUMISSION

### 1.1 INFORMATION REQUISE

Cette section décrit les renseignements que les soumissionnaires sont tenus de fournir. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a. être conforme à toutes les exigences de la DP;
- b. répondre à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires;
- c. obtenir le nombre de points minimum requis pour avoir la note de passage relative à chaque critère coté.

Les soumissions qui ne répondent pas aux critères des points a. ou b. ou c. seront jugées non recevables. Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

### 1.2 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Vous êtes invité à soumettre une copie électronique de la Soumission technique et de la Soumission financière, dans l'une ou l'autre des langues officielles (français ou anglais). Prenez soin d'inscrire le numéro de référence de la DP ainsi que le titre du besoin dans la ligne objet de votre courriel. Votre proposition doit respecter la structure de l'article A7 – *Contenu de la soumission* sur la page couverture.

Aucun prix ou information relative au coût ne devrait apparaître dans une autre section de la soumission. Le défaut de fournir la soumission financière dans une pièce jointe distincte rendra la soumission non-recevable.

Si la taille du fichier électronique qui contient la proposition est **supérieure à 20 Mo**, veuillez soumettre votre soumission dans des courriels distincts afin de ne pas dépasser les limites du serveur de Santé Canada.

- 1.2.1** Les soumissionnaires qui présentent une soumission en réponse à la présente DP s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DP, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent (Veuillez-vous référer à l'Appendice 1).
- 1.2.2** Il incombe au soumissionnaire de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DP, au besoin, et de préparer sa soumission conformément aux instructions contenues dans la DP. Les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'Autorité désignée à l'article A2 (Autorité désignée pour la DP) et conformément aux instructions de l'article A7 (Demandes de renseignements).
- 1.2.3** Les documents de la DP comprennent l'ensemble des exigences se rapportant à l'appel d'offres. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou

obtenu par lui auprès de qui que ce soit d'autre n'est pas pertinent et ne fait pas partie de cette DP. Les soumissionnaires ne devraient pas présumer que des pratiques utilisées dans des DP ou des contrats antérieurs vont continuer, à moins qu'elles soient décrites dans la DP. Les soumissionnaires ne devraient pas non plus présumer que leurs capacités actuelles rencontrent les exigences de la DP simplement parce qu'elles rencontraient des exigences antérieures.

### **1.3 ÉCOLOGISATION DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES**

Le gouvernement du Canada a donné la directive aux ministères et organismes fédéraux de prendre les mesures nécessaires pour acheter des produits et des services dont l'empreinte sur l'environnement est moins importante que celle des produits et des services achetés traditionnellement. L'évaluation des répercussions d'un produit ou d'un service sur l'environnement tient compte du cycle de vie complet du produit ou du service. Par conséquent, Les marchés de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada comprendront des critères environnementaux plus rigoureux pour encourager les fournisseurs de produits ou de services à améliorer leurs activités afin de réduire leur empreinte sur l'environnement.

**1.3.1** Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- a. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) pour les soumissions imprimées sur papier;
- b. utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la présente DP.

En vue de promouvoir les considérations d'ordre environnemental, les soumissionnaires sont de plus encouragés à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

### **1.4 MARCHÉS RÉSERVÉS AUX BÉNÉFICIAIRES D'UNE ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES**

Cette DP n'est pas réservée aux bénéficiaires d'une entente sur les revendications territoriales globales.

### **1.5 MARCHÉ RÉSERVÉ DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DES ENTREPRISES AUTOCHTONES (SAEA) DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

Cette DP n'est pas réservée dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral.

**1.6 DÉPÔT ÉLECTRONIQUE DIRECT**

Santé Canada a choisi le dépôt électronique direct à titre de mode pour faire le paiement des factures présentées par les fournisseurs. On demande aux fournisseurs de s'inscrire en vue du paiement électronique direct, et à fournir les renseignements relatifs à leur compte sur demande. Pour obtenir de l'aide sur l'inscription en ligne, envoyer un courriel à l'adresse : DD@hc-sc.gc.ca.

**1.7 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

La présente DP ne contient pas une exigence en matière de sécurité.

## SECTION II – CRITÈRES ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

### 2.1 PROCÉDURE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

**2.1.1** La soumission technique sera d'abord évaluée en fonction des critères techniques obligatoires de la DP. Si la soumission répond à tous les critères obligatoires, et que la DP contient des critères techniques cotés, le comité d'évaluation procédera à l'évaluation des critères techniques cotés. Si la soumission ne répond pas aux critères techniques obligatoires, les critères techniques cotés ne seront pas évalués et la soumission ne sera pas prise en considération.

**2.1.2** Seules les soumissions techniques qui répondent aux critères techniques obligatoires et obtiennent la note minimale requise pour les critères techniques cotés feront l'objet d'une évaluation fondée sur la soumission financière du soumissionnaire.

#### 2.1.3 Méthode de sélection du fournisseur

Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note **combinée**. La soumission admissible dont la combinaison de la cote technique et de la cote relative au prix donne le résultat le plus élevé sera recommandée pour l'attribution d'un Contrat. Si deux (2) soumissions recevables ou plus obtiennent la même note, la soumission avec le prix le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Pour déterminer la note globale obtenue par un soumissionnaire, la pondération suivante sera utilisée pour établir la cote technique et la cote relative au prix :

Pondération de la note technique: 70%

Pondération de la note relative au prix: 30%

Note technique = 
$$\frac{\text{Points techniques du soumissionnaire} \times 70\%}{\text{Nombre maximum de points}}$$

Note relative au prix = 
$$\frac{\text{Soumission la plus basse} \times 30\%}{\text{Prix évalué total du soumissionnaire}}$$

Note globale = Note technique + Note relative au prix

**REMARQUE:** Pour les soumissions dont le prix évalué total est 150 % plus élevé que la soumission au plus bas prix – celles-ci recevront automatiquement une note relative au prix de « 0 ».

L'exemple qui suit montre la méthode de calcul. Les montants ci-dessous sont présentés à titre d'exemple uniquement; ils ne correspondent pas à des prix désirés.

	Soumission 1	Soumission 2	Soumission 3	Soumission 4
Prix évalué total de chaque soumission recevable	100 000,00 \$	120 000,00 \$	140 000,00 \$	220 000,00 \$

Dans l'exemple ci-dessus, la soumission 4 obtiendrait « 0 point » pour la note relative au prix étant donné que le prix dépasse celui de la soumission avec le plus bas prix de plus de 150 % ( $100\,000 \$ \times 150 \% = 150\,000 \$$ ).

## 2.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION

L'évaluation des critères suivants se fonde sur une approche des « règles de la preuve » en ce sens que le comité d'évaluation peut uniquement réaliser son évaluation en fonction du contenu de la soumission du soumissionnaire. Il incombe donc au soumissionnaire de s'assurer que sa soumission est complète et claire et que les détails qu'elle contient sont suffisants pour permettre au comité d'évaluation de l'évaluer. Le fait de simplement répéter ou copier un énoncé contenu dans la DP n'est pas suffisant.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Afin d'éviter les répétitions, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le paragraphe visé et le numéro de la page où le sujet a déjà été traité.

Aux fins des critères techniques désignés ci-dessous, l'expérience du soumissionnaire comprend l'expérience des sociétés mères, filiales ou autres sociétés affiliées du soumissionnaire ou de ses sous-traitants.

### 2.2.1 Critères obligatoires

La soumission doit répondre aux critères obligatoires énoncés ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire pour démontrer sa conformité. Les soumissions qui ne respecteront pas les critères obligatoires seront jugées irrecevables. Les critères obligatoires sont évalués sur la simple base de la réussite ou de l'échec. L'évaluation se fera par un « oui » ou un « non ».

<b>À L'ATTENTION DES SOUMISSIONNAIRES</b>			
À l'attention des soumissionnaires : en regard de chaque critère, inscrire le numéro de la ou des pages pertinentes de votre proposition qui traitent de l'exigence spécifiée dans le critère.			
	<b>Critères techniques obligatoires</b>	<b>Atteint (Oui/Non)</b>	<b>Renvoi à la soumission (indiquer le n° de page)</b>

CTO1	<p><b>Profil de l'entreprise et résumés de projet</b></p> <p>Le soumissionnaire <b>DOIT</b> présenter un profil et un curriculum vitae de l'entreprise démontrant qu'il a des connaissances et de l'expérience dans la prestation de services de marketing social.</p> <p>Le soumissionnaire <b>DOIT</b> au moins inclure dans le profil de l'entreprise :</p> <p>a) la dénomination sociale de l'entité qui présente la proposition, et le nom des membres de l'équipe proposée par le soumissionnaire (notamment les parties proposées pour les besoins de la proposition, y compris, s'il y a lieu, tous les membres de la coentreprise ou du consortium, les partenaires ou les sous-traitants);</p> <p>b) une description écrite indiquant les capacités du soumissionnaire, à titre d'entreprise, et l'étendue de l'expérience du soumissionnaire dans la prestation de services de marketing social.</p> <p>c) Le soumissionnaire <b>DOIT</b> fournir trois (3) résumés de projet écrits décrivant en détail son expérience courante et antérieure dans la prestation de services de marketing social (similaire à celle décrite dans l'énoncé des travaux). Les projets présentés <b>DOIVENT</b> avoir été mis en œuvre au cours des dix (10) dernières années.</p> <p><b>Au moins un (1) des trois (3) résumés de projet fournis DOIT démontrer l'expérience du soumissionnaire dans une campagne nationale de marketing social et de sensibilisation destinée à influencer le <i>changement des comportements</i>.</b></p> <p>Les ressources proposées : la ressource <b>gestionnaire de projet</b> et la ressource <b>experte en marketing social, DOIVENT</b> avoir participé directement au moins à un (1) des trois (3) résumés de projet fournis.</p> <p>Dans chaque résumé de projet, le soumissionnaire <b>DOIT</b> fournir les renseignements demandés aux points a) à g) ci-dessous :</p> <p>a) le nom de l'organisme client;</p>		
------	--	--	--



	<p>b) une brève description du type de services fournis et de la portée de ces services (tel que, le développement de messages clés et de la marque, l'identification des outils et des produits, résultats, et évaluation);</p> <p>c) une brève description du rôle joué par le soumissionnaire dans la prestation de services (indiquant si le soumissionnaire était l'entrepreneur principal ou un sous-traitant dans le cadre du projet);</p> <p>d) les dates et la durée du projet;</p> <p>e) la valeur en dollars du projet (pour le soumissionnaire);</p> <p>f) la mesure dans laquelle ces services ont été fournis conformément au calendrier, au budget et aux objectifs du projet;</p> <p>g) le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la référence du client à qui le soumissionnaire faisait rapport.</p> <p><b>Remarque 1 :</b> Santé Canada se réserve le droit de communiquer avec le chargé de projet désigné par le client afin de vérifier l'exactitude et la véracité des renseignements fournis dans la proposition du soumissionnaire. Si Santé Canada décide de communiquer avec des chargés de projet et qu'au moins une (1) de ces personnes fournit une référence négative concernant l'exactitude ou la véracité de la proposition du soumissionnaire, la proposition sera jugée non conforme et ne sera pas retenue.</p> <p>Si le soumissionnaire ne fournit pas tous les renseignements ci-dessus concernant chaque résumé de projet, la proposition du soumissionnaire sera jugée non conforme.</p>		
<b>CTO2</b>	<p><b>Expérience des ressources</b></p> <p>Le soumissionnaire <b>DOIT</b> fournir la preuve qu'il dispose de ressources humaines qualifiées capables de fournir des services de marketing social qui sont pertinents à l'énoncé des travaux.</p> <p>Le soumissionnaire <b>DOIT</b> au moins désigner une ressource pour chacun des postes suivants et s'assurer que chaque ressource possède les qualifications minimales énumérées ci-dessous.</p>		

	<p><u>2.1- Gestionnaire de projet</u>  <i>Qualifications minimales requises pour le gestionnaire de projet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diplôme de premier cycle dans une discipline pertinente, par exemple :  Affaires/Marketing/Communications/Sciences sociales</li> <li>- Compter un minimum de cinq (5) ans d'expérience en gestion de projet dans le domaine du marketing social.</li> </ul> <p><u>2.2 - Expert en marketing social</u>  <i>Qualifications minimales requises pour l'expert en marketing social :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diplôme de premier cycle dans une discipline pertinente, par exemple :  Affaires/Marketing/Communications/Sciences sociales</li> <li>- Compter un minimum de sept (7) ans d'expérience en recherche dans le marketing social;</li> <li>- Compter un minimum de sept (7) ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de campagnes de marketing ciblant un public national, la sollicitation de partenariats et la planification d'événements de moyenne et grande envergure au cours des dix (10) dernières années.</li> </ul> <p>Une (1) ressource désignée peut être proposée pour les deux catégories de ressources. Cependant, le curriculum vitae des ressources proposées DOIT démontrer qu'elles possèdent l'ensemble des qualifications minimales exigées par Santé Canada pour les catégories dans lesquelles elles sont proposées, conformément aux Exigences en matière de ressources de l'entrepreneur.</p> <p>Les curriculum vitae doivent comprendre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la ressource proposée et la catégorie de ressources à laquelle elle appartient;</li> <li>b) le poste qu'occupe la ressource proposée au sein de l'entreprise soumissionnaire;</li> <li>c) la description de l'expérience pertinente au projet (y compris les années ou les mois de l'engagement);</li> <li>d) une expérience de travail chronologique (indiquée en années et mois); et</li> </ul>		
--	--	--	--

	<p>e) la liste détaillée de la formation académique et professionnelle de la personne-ressource proposée en fonction des exigences de Santé Canada stipulées dans la demande de proposition. Il faudrait préciser le titre et la durée (en jours et en mois) de chaque cours de formation structurée.</p> <p>Remarque 1 : Il incombe uniquement au soumissionnaire de s'assurer que les curriculum vitae soumis sont suffisamment détaillés pour permettre une évaluation complète des ressources proposées. S'il omet de fournir tous les renseignements voulus, sa proposition risque d'être considérée comme irrecevable et en entraîner le rejet.</p> <p>Remarque 2 : Les ressources proposées seront évaluées en regard des qualifications minimales établies pour la catégorie ou les catégories de ressources concernée(s).</p>		
	<b>Critères financiers obligatoires</b>		
<b>OF1</b>	La valeur totale du contrat émanant de la présente DP ne doit pas dépasser \$ 150,000.00, dont la période initiale du contrat ne doit pas dépasser 60,000.00 \$ et période d'option ne doit pas dépasser 90,000.00 \$, y compris Voyage et frais de subsistance et toutes les taxes applicables.		

### 2.2.2 Critères techniques cotés numériquement

En plus de satisfaire aux critères obligatoires, le soumissionnaire doit également répondre aux critères cotés mentionnés ci-dessous.

La note cumulative globale minimale est de 150 points pour la somme des critères techniques C1 à C5. Les soumissions qui n'auront pas obtenu cette note seront déclarées non recevables et rejetées.

Le tableau de l'échelle de cotation ci-après indique les cotes qui peuvent être attribuées à chaque facteur d'évaluation :

Cote	Description
Non indiqué/ insatisfaisant	Aucune réponse donnée pour ce facteur ou la réponse ne s'applique à aucun des éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée n'avoir aucune valeur.

Médiocre	La réponse est incomplète, car elle ne porte que sur certains éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée peu valable.
Minimum	La réponse à certains éléments est incomplète; même si elle aborde en détail certains éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée insuffisamment valable.
Satisfaisant	La réponse est complète, relativement détaillée et contient des preuves convaincantes pour la plupart des éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée acceptable.
Bien	La réponse est complète, relativement détaillée et contient des preuves convaincantes pour tous les éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée bonne.
Excellent	La réponse est complète, détaillée et contient des preuves exceptionnellement convaincantes pour tous les éléments du facteur; par conséquent, la réponse est jugée excellente.

Dans l'échelle de cotation, la « **valeur** » correspond à la mesure dans laquelle la description concorde avec les éléments du facteur énoncé.

N°	Critères techniques cotés	Points alloués	Renvoi à la soumission (indiquer le n° de page)
<b>CTC1</b>	<p><b>Résumés de projets</b></p> <p>Chacun des trois (3) sommaires de projets présentés en réponse à l'exigence obligatoire <b>CTO1</b> sera évalué en fonction de la pertinence du projet visé et de la concordance avec les exigences de Santé Canada définies dans l'énoncé des travaux concernant les services de marketing social.</p> <p><i>L'échelle de cotation suivante sera utilisée pour évaluer chaque projet en fonction des facteurs a) à d) dans la colonne de droite :</i></p> <p>Excellent = 5/5 points par projet pour chaque facteur  Bon = 4/5 points par projet pour chaque facteur  Satisfaisant = 3/5 points par projet pour chaque facteur  Faible = 2/5 points par projet pour chaque facteur  Insuffisant = 1/5 points par projet pour chaque facteur  Non indiqué/insatisfaisant = 0/5 point par projet pour chaque facteur</p> <p>Un maximum de soixante (60) points, soit jusqu'à (20) points par projet, peuvent être obtenus, dans la mesure où les trois (3) projets cités sont pertinents et similaires aux exigences de Santé Canada en ce qui a trait aux critères suivants :</p>	60	

	<p>a) Des résumés de projets qui démontrent la compréhension des stratégies de marketing social en expliquant la façon dont l'approche a été appliquée dans chaque scénario (5 points par projet, maximum de 15 points);</p> <p>b) Des projets qui sont liés au domaine de la santé environnementale et à la promotion de la santé. Les sujets comprenant les catégories de sujets recevront les notes les plus élevées (5 points par projet, maximum de 15 points);</p> <p>c) Des projets qui démontrent une portée nationale, régionale ou municipale. Veuillez noter que les projets ayant une portée nationale obtiendront plus de points (les projets nationaux recevront 5 points alors que les projets régionaux ou municipaux recevront 2,5 points – jusqu'à un maximum de 15 points);</p> <p>d) L'approche de gestion de projets comprend, sans toutefois s'y limiter, les processus pour : la gestion des ressources, la gestion de la qualité, les communications et la production de rapports (5 points par projet, maximum de 15 points).</p>		
<b>CTC2</b>	<p><b>Expérience de travail de la ressource proposée – Gestion de projets</b></p> <p>Le gestionnaire de projets proposé doit démontrer sa capacité à diriger les calendriers du projet, à gérer un budget et à coordonner les ressources tout en s'assurant du respect des délais et des jalons. Le soumissionnaire doit fournir un exemple de projet démontrant la façon dont ces critères ont été respectés.</p> <p><i>L'échelle de cotation suivante sera utilisée pour évaluer les facteurs a) à d) dans la colonne de droite :</i></p> <p>Excellent = 10/10 points par facteur Bien = 8/10 points par facteur Satisfaisant = 6/10 points par facteur Faible = 4/10 points par facteur Insuffisant = 2/10 points par facteur Non indiqué/insatisfaisant = 0/10 point par facteur</p> <p>Un maximum de quarante (40) points, peuvent être obtenus, dans la mesure où l'expérience du gestionnaire de projets désigné par le soumissionnaire est pertinente aux exigences de Santé Canada en ce qui a trait aux critères suivants :</p> <p>a) Expérience pertinente et connaissance de la gestion efficace du budget du projet tout au long du cycle de vie du projet, notamment le contrôle des coûts, la réalisation des gains d'efficacité ou la prévention des dépassements de coûts, et l'affectation des ressources pertinentes aux exigences de Santé Canada (jusqu'à 10</p>	40	

	<p>points);</p> <p>b) Expérience pertinente de la gestion efficace des relations dans le cadre du projet entre plusieurs intervenants (notamment le client, les entrepreneurs et d'autres entités organisationnelles), y compris assurer des communications efficaces et opportunes, la détermination et la résolution des problèmes, et le règlement des différends, pertinente aux exigences de Santé Canada (jusqu'à 10 points);</p> <p>c) Expérience pertinente de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un cadre de gestion de la qualité et des processus qui visent à assurer que les niveaux de qualité seront respectés ou dépassés de façon continue, expérience de la prise de mesures appropriées pour cerner et résoudre les problèmes relatifs à la qualité et l'amélioration de la qualité au fil du temps, pertinentes aux exigences de Santé Canada (jusqu'à 10 points);</p> <p>d) Expérience pertinente de la gestion efficace du calendrier de projet afin de s'assurer que les principaux jalons et délais seront respectés; expérience de la gestion de l'affectation des ressources et de l'attribution des tâches, et de la prévention des retards par rapport à l'échéancier, pertinentes aux exigences de Santé Canada (jusqu'à 10 points);</p>		
<b>CTC3</b>	<p><b>Expérience de la ressource/du spécialiste en marketing social proposé</b></p> <p>Le spécialiste en marketing social proposé doit démontrer sa capacité à concevoir et à diriger une campagne marketing, en utilisant différents moyens de communication de manière efficace et créative. Le soumissionnaire doit fournir un exemple de la façon dont chacun de ces facteurs a été atteint.</p> <p><i>L'échelle de cotation suivante sera utilisée pour évaluer les facteurs a) à e) dans la colonne de droite :</i></p> <p>Excellent = 10/10 points par facteur ou 20/20 points par facteur          Bien = 8/10 points par facteur ou 16/20 points par facteur          Satisfaisant = 6/10 points par facteur ou 12/20 points par facteur          Faible = 4/10 points par facteur ou 8/20 points par facteur          Insatisfaisant = 2/10 points par facteur ou 4/20 points par facteur          Non indiqué/insatisfaisant = 0/10 point par facteur ou 0/20 point par facteur</p> <p>Un maximum de soixante (60) points seront attribués pour les critères suivants :</p>	60	

	<p>a) Utilisation démontrée de divers moyens de communication, comme les événements spéciaux, le Web, les médias de masse, etc. Des points seront attribués pour l'originalité et la créativité démontrées tout au long du projet. Des exemples peuvent être fournis (jusqu'à 20 points);</p> <p>b) Expérience de l'élaboration de cadres stratégiques à l'appui de la planification et de la réalisation du marketing social (jusqu'à 10 points);</p> <p>c) Connaissance démontrée par l'expérience de la collecte et de l'analyse des données de recherche à l'appui de la prise de décisions stratégiques sur le marketing (jusqu'à 10 points);</p> <p>d) Connaissance démontrée par l'expérience de l'élaboration des mesures et des méthodes d'évaluation pour déterminer l'efficacité d'une initiative de marketing (jusqu'à 10 points);</p> <p>Expérience démontrée du travail et de la collaboration avec les intervenants (jusqu'à 10 points).</p>		
<b>CTC4</b>	<p><b>Approche et méthodologie</b></p> <p>Les soumissionnaires sont évalués en fonction de leur description de leurs approches et méthodes de travail proposées pour la prestation de services de marketing social, relativement aux exigences de Santé Canada.</p> <p><i>L'échelle de cotation suivante sera utilisée pour évaluer les facteurs a) à g) dans la colonne de droite :</i></p> <p>Excellent = 5/5 points par facteur          Bien = 4/5 points par facteur          Satisfaisant = 3/5 points par facteur          Faible = 2/5 points par facteur          Insuffisant = 1/5 point par facteur          Non indiqué/insatisfaisant = 0/5 point par facteur</p> <p>Un maximum de trente-cinq (35) points est accordé pour l'exhaustivité, la logique, la mise en pratique et la faisabilité de l'approche et des méthodes proposées par le soumissionnaire pour la prestation des services de marketing social, en ce qui a trait aux critères suivants :</p> <p>a) Les contrôles appropriés et l'expérience démontrée du soumissionnaire pour garantir que les ressources proposées ne seront pas remplacées par des ressources moins adéquates (5 points maximum);</p> <p>b) L'approche de gestion de projets proposée par le</p>	35	

	<p>soumissionnaire ainsi que sa méthode de collecte et d'analyse des données primaires et secondaires à l'appui de l'élaboration d'une stratégie nationale de marketing social pour l'initiative de Santé Canada (5 points maximum);</p> <p>c) L'approche et la méthode proposées par le soumissionnaire pour maximiser les gains d'efficacité créés par plusieurs intervenants (p. ex. le niveau d'efforts et de qualité requis pour les tâches communes), notamment intégrer les commentaires de Santé Canada et mettre l'accent sur l'amélioration continue dans la prestation des services tout en réduisant le niveau d'efforts déployés et les coûts (5 points maximum);</p> <p>d) Les méthodes qui permettront au soumissionnaire d'assurer la qualité des graphiques ou des textes élaborés (5 points maximum);</p> <p>e) La portée et la profondeur des ouvrages que le soumissionnaire consultera et utilisera pour informer les messages et l'élaboration du plan stratégique à l'appui de l'initiative de Santé Canada (5 points maximum);</p> <p>f) Les méthodes qui permettront au soumissionnaire d'assurer la coordination avec les intervenants, y compris Santé Canada, lors de l'élaboration des produits livrables (5 points maximum);</p> <p>g) L'expérience passée de la collaboration avec une entreprise d'études de marché afin d'atteindre les objectifs communs du projet (5 points maximum).</p>		
<b>CTC5</b>	<p><b>Qualité de la proposition</b></p> <p>Un maximum de cinq (5) points sera accordé pour la qualité de la présentation de la proposition. La proposition devra être claire et logique, et présentée de façon à permettre une évaluation claire et simple en fonction des renseignements requis dans la demande de proposition, selon les facteurs suivants :</p> <p>Proposition ordonnancée/structurée selon l'ordre et la structure des exigences obligatoires et des critères cotés numériquement qui sont énumérés dans la demande de proposition (jusqu'à 2 points);</p> <p>Onglets entre les différentes sections de la proposition (1 point);</p> <p>Qualité globale de la proposition dans ses liens avec la présentation de l'information et la convivialité (maximum 2 points).</p>	5	



	<b>Note technique</b> <b>Note minimale requise (75 %)</b>	<b>200</b> <b>150</b>	
--	--	--------------------------	--

## SECTION III – SOUMISSION FINANCIÈRE

La soumission financière (proposition de coût/prix) ne sera évaluée qu'après l'évaluation de la soumission technique. La soumission financière ne sera pas étudiée leur soumission technique connexe a été jugée non recevable.

**Tous les renseignements requis dans cette section doivent être fournis dans la soumission financière de l'Entrepreneur.**

Le soumissionnaire doit fournir des tarifs journaliers fermes tout compris, comprenant les coûts indirects et les profits, et incluant les droits de douane canadiens et les taxes d'accise. Le soumissionnaire doit également désigner toutes les dépenses estimées, s'il y a lieu.

Le montant total de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

**3.0.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au tableau en référence au point 3.1 – Barème de prix. Tous les paiements seront effectués en vertu de la Base de paiement proposée (Appendice 1, Annexe B) des Clauses du contrat subséquent.

**3.0.2** Aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte.

**3.0.3** La soumission financière doit contenir une ventilation détaillée du prix estimatif total, selon les étapes ou selon les principales tâches. La soumission financière doit traiter chacun des éléments suivants, s'il y a lieu:

**a. Tarif journalier (fondé sur une journée de 7,5 heures)**

Pour chaque ressource proposée, y compris les sous-traitants, le soumissionnaire doit désigner le tarif journalier tout compris proposé et le niveau d'effort estimatif requis. Les soumissionnaires de la région de la capitale nationale (RCN) doivent présenter un tarif journalier tout compris qui comprend tous les coûts associés aux déplacements au sein de la RCN.

**REMARQUE** : le Canada ne paiera pas l'Entrepreneur selon ses taux fixes basés pour le temps passé en transit (p. ex. le temps passé à voyager en voiture ou par avion, ou le temps requis pour se rendre à l'aéroport et en revenir).

**b. Déplacements (TPS/TVH incluses)**

Le soumissionnaire doit estimer ses frais de déplacement et de subsistance associés au besoin à l'aide de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (*supprimer si vous fournissez l'estimation relative aux voyages*).

Les frais de déplacement seront remboursés si les tâches à effectuer selon l'énoncé des travaux mènent le fournisseur en dehors de sa région d'affaire habituelle. Le Canada n'acceptera pas les frais de déplacement ou de voyages à l'intérieur de la région d'affaires habituelle de l'Entrepreneur.

Le soumissionnaire doit transmettre une copie des reçus pour obtenir un paiement. Le Canada pourra à tout moment exiger les originaux.

#### **c. Autres dépenses (TPS/TVH incluses)**

Le soumissionnaire doit énumérer toutes les autres dépenses pouvant s'appliquer au besoin et donner un coût estimatif pour chacune d'entre elles (p. ex. expédition, équipement acheté, location, matières). Le soumissionnaire doit transmettre une copie des reçus pour obtenir un paiement. Le Canada pourra à tout moment exiger les reçus originaux.

**REMARQUE:** Les soumissionnaires ne doivent pas déclarer les dépenses engagées dans l'exercice normal de leurs affaires. Sauf indication contraire, les soumissionnaires devraient inclure les coûts indirects dans les tarifs journaliers fixes ci-hauts.

#### **d. Taxes sur les produits et services et taxe de vente harmonisée**

Divers éléments de la soumission financière peuvent être assujettis à la TPS/TVH ou aux droits de douane, et ces frais doivent être inclus dans l'estimation des frais de déplacement et autres dépenses, et à titre d'élément distinct pour les services professionnels.

**3.0.4** Les soumissions financières qui ne respectent pas les exigences susmentionnées seront jugées non recevables et ne seront pas prises en compte.

### **3.1 BARÈME DE PRIX**

#### **3.1.1 Services professionnels**

Le soumissionnaire doit présenter un tarif journalier ferme tout compris selon les renseignements ci-dessous.

### **SERVICES PROFESSIONNELS**

Pour les services professionnels, l'Entrepreneur sera payé aux tarifs fermes, tout inclus suivants. Ces tarifs comprennent les coûts indirects et les profits mais non la TPS et la TVH.

Main-d'œuvre	Tarif journalier (CAN \$)	Niveau d'effort (nombre de jours)	Prix total (CAN \$)
Ressource n° 1(nom, catégorie de main d'œuvre)			_____ \$

Ressource n° 2 (nom, catégorie de main d'œuvre)			____\$
Ressource n° 3 (nom, catégorie de main d'œuvre)			____\$
Autres ressources (nom, catégorie de main d'œuvre)			____\$
Autres dépenses			____\$
<b>Sous-total</b> (TPS/TVH exclus)			____\$
<b>Taxes applicables estimées</b>			____\$
<b>TOTAL</b>			____\$

## SECTION IV – INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

	<b>INTERPRÉTATION</b>	<b>G15</b>	<b>PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS</b>
	Dans la présente DP:	5.1	L'Autorité désignée pour la DP n'acceptera que les soumissions, ou les modifications qui y sont apportées, reçues à l'adresse inscrite au point A1, au plus tard à la date et à l'heure précisées au point A10.
0.1	« Soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un Contrat de biens, de services ou les deux.	5.2	Responsabilité pour la présentation des soumissions : la responsabilité de présenter une soumission à temps au Canada incombe entièrement au soumissionnaire, lequel ne peut transférer cette responsabilité au Canada. Le Canada n'assumera pas la responsabilité à l'égard des soumissions acheminées ailleurs qu'à l'adresse inscrite au point A1.
0.2	« Sa Majesté », « le Ministre » ou « Canada » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Ministre de la Santé, agissant par l'entremise de Santé Canada (désignée dans les présentes comme « le Ministre »).	5.3	Soumissions déposées en retard : les soumissions reçues après la date et l'heure de clôture précisées au point A10 seront jugées non recevables; elles ne seront pas prises en compte.
<b>G11</b>	<b>RECEVABILITÉ</b>	<b>G16</b>	<b>DROITS DU CANADA</b>
1.1	Pour qu'une soumission soit jugée recevable, elle doit respecter toutes les exigences de la présente DP désignées comme obligatoires. Les « exigences obligatoires » sont également exprimées par l'usage du verbe « devoir ».		Le Canada se réserve le droit:
<b>G12</b>	<b>DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – ÉTAPE DE L'APPEL D'OFFRES</b>	6.1	au cours de l'évaluation de la soumission, de soumettre des questions ou de réaliser des entrevues auprès d'un soumissionnaire, aux frais de ce dernier, après un avis de quarante-huit (48) heures, en vue d'obtenir des précisions ou de vérifier tout renseignement transmis par le soumissionnaire au sujet de la présente DP;
2.1	Toutes les demandes de renseignements qui ont trait à la présente DP doivent être soumises par écrit à l'Autorité désignée pour cette DP, tel qu'indiqué à l'article A2, le plus tôt possible pendant la période d'appel d'offres. Les demandes doivent être reçues dans les délais décrits au point A7 afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre. Les réponses pourraient ne pas être fournies avant la date de clôture pour les demandes reçues après cette période.	6.2	de rejeter la totalité des soumissions reçues en réponse à la présente DP;
2.2	Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'Autorité désignée pour la DP avisera, de la même manière que la présente DP, de toute information supplémentaire en réponse aux demandes de renseignements importantes reçues sans dévoiler leurs sources.	6.3	d'accepter toute soumission intégralement ou en partie sans négociation préalable;
2.3	Toutes les demandes de renseignements et autres communications à l'intention des représentants du gouvernement pendant la période d'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'Autorité désignée aux présentes. Le non-respect de cette condition entraînera (pour cette seule raison) le rejet d'une soumission.	6.4	d'annuler ou de publier à nouveau la présente DP à n'importe quel moment;
<b>G13</b>	<b>AMÉLIORATIONS SUGGÉRÉES PAR LE SOUMISSIONNAIRE AU COURS DE LA PÉRIODE D'APPEL D'OFFRES</b>	6.5	d'adjuger un ou plusieurs Contrats, s'il y a lieu;
3.1	Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé des Travaux contenu dans la présente DP sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'Autorité nommée aux présentes. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'Autorité désignée pour cette DP dans les délais décrits au point A7 afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute suggestion.	6.6	de n'accepter aucune dérogation aux conditions énoncées;
<b>G14</b>	<b>COÛT DE PRÉPARATION DE LA SOUMISSION</b>	6.7	d'incorporer, en tout ou en partie, l'énoncé des Travaux, la demande de propositions ainsi que la soumission retenue à tout Contrat subséquent;
4.1	Le soumissionnaire sera seul responsable des frais, y compris les frais de déplacement, engagés dans la préparation de sa soumission de tout Contrat subséquent et ne recevra aucun remboursement du Canada.	6.8	de n'adjuger aucun Contrat.
		<b>G17</b>	<b>INCAPACITÉ DE S'ENGAGER PAR CONTRAT AVEC LE GOUVERNEMENT</b>
		7.1	En présentant une soumission, le soumissionnaire déclare qu'il n'a pas été reconnu coupable d'une infraction aux termes des dispositions suivantes du <i>Code criminel</i> : – Article 121, Fraudes envers le gouvernement; – Article 124, Achat ou vente d'une charge; – Article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté, à l'exception d'une infraction pour laquelle il a obtenu un pardon.
		7.2	Le Canada peut rejeter une proposition lorsque le soumissionnaire, y compris ses dirigeants, ses agents et ses employés, ont été déclarés coupables d'une infraction mentionnée au paragraphe 7.1. Si le Canada a l'intention de rejeter une proposition conformément à cette disposition, l'Autorité désignée pour la DP en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai de dix (10) jours civils pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission
		<b>G18</b>	<b>ENGAGEMENT DE FRAIS</b>
		8.1	Les coûts engagés avant la réception d'un Contrat signé ou d'une autorisation écrite signée par l'Autorité contractante ne pourront être imputés au Contrat qui serait ultérieurement signé. En outre, l'Entrepreneur ne doit pas effectuer des Travaux dépassant les limites décrites dans tout Contrat subséquent d'après des demandes ou des instructions

adressées verbalement ou par écrit par un fonctionnaire autre que l'Autorité contractante. Il est signalé au soumissionnaire que l'Autorité contractante constitue la seule autorité pouvant engager le Canada à dépenser les fonds pour le présent besoin.

**GI9 AUCUNE PROMOTION DE LA PART DES SOUMISSIONNAIRES DE LEUR INTÉRÊT DANS LE PROJET**

- 9.1 Les soumissionnaires ne doivent pas faire de commentaires publics, répondre à des questions dans le cadre d'un forum public ni exécuter des activités afin de promouvoir ou d'annoncer publiquement leur intérêt dans le présent projet.

**GI10 PROPRIÉTÉ DU CANADA**

- 10.1 Les soumissions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées dans la DP deviendront la propriété du Canada et ne seront pas nécessairement retournées à leur expéditeur. Toutes les soumissions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R., 1985, ch. A-1) et de *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R., 1985, ch. P-21).

**GI11 JUSTIFICATION DES PRIX**

- Lorsque la soumission du soumissionnaire est la seule soumission déclarée recevable, le soumissionnaire doit fournir, à la demande de l'Autorité désignée pour la DP, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix :
- 11.1 la liste de prix publiée courante indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada
- 11.2 une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus à d'autres clients;
- 11.3 une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, le bénéfice, etc.;
- 11.4 des attestations de prix ou de taux;
- 11.5 toutes autres pièces justificatives demandées par l'Autorité désignée pour la DP.

**GI12 ANNONCE DU SOUMISSIONNAIRE RETENU**

- 12.1 Si la présente DP a été publiée sur le service électronique d'appels d'offres « achatsetventes.gc.ca », le nom du soumissionnaire retenu y sera annoncé après l'adjudication et l'approbation du Contrat.
- 12.2 Si la présente DP n'a pas été publiée sur le site « achatsetventes.gc.ca », le Canada communiquera à tous les soumissionnaires le nom et l'adresse du soumissionnaire retenu ainsi que le montant en dollars et la date d'attribution du Contrat une fois signé.

**GI13 LOIS APPLICABLES**

- 13.1 Tout Contrat subséquent doit être interprété et régi par les lois en vigueur dans l'Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces mêmes lois. Le soumissionnaire peut proposer une modification dans les lois applicables pour sa soumission. Si aucune modification n'est effectuée, il est convenu que le soumissionnaire accepte les lois applicables précisées dans cette DP.

**GI14 HONORAIRES CONDITIONNELS**

- 14.1 Le soumissionnaire déclare qu'il n'a ni versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'il ne versera pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du marché, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R.C.

(1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.). Dans cet article, le terme « honoraires conditionnels » signifie tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un Contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce Contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce Contrat

**GI15 CONFLIT D'INTÉRÊT/AVANTAGE**

- 15.1 Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :

- le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
  - le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
- 15.2 Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DP (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
- 15.3 Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'Autorité désignée pour la DP préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'Autorité désignée pour la DP avant la date de clôture de la demande de soumissions.
- 15.4 En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

**GI16 DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION**

- 16.1 Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit:
- demande des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relatifs à la demande de soumissions;
  - communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;
  - demande, avant l'attribution d'un Contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
  - examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la demande de soumissions;
  - corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des soumissions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les soumissions en

fonction des quantités précisées dans la demande de soumissions; en cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu;

- (f) vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
- (g) interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire et(ou) une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.

- 16.2 Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi par l'Autorité désignée pour la DP pour se conformer à la demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

**GI17 COMPTES RENDUS AUX SOUMISSIONNAIRES**

- 17.1 Pour obtenir de plus amples renseignements ou un compte rendu concernant votre soumission, veuillez contacter l'Autorité désignée pour cette DP afin d'organiser un entretien par téléphone ou en personne. Les comptes rendus permettent aux soumissionnaires de comprendre les éléments de leur soumission qu'ils pourraient devoir améliorer lorsqu'ils répondront à d'autres demandes de propositions. Après le compte rendu, on vous fournira, le cas échéant, des renseignements sur les diverses options de règlement des différends qui s'offrent à vous, comme le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) ou tout autre recours approprié. Pour de plus amples renseignements concernant le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement, visitez le <http://opo-boia.gc.ca/index-fra.html>

## SECTION V – ATTESTATIONS

**Les renseignements suivants doivent être fournis en plus d'une lettre d'accompagnement signée, la Soumission technique, la Soumission financière (Section III) ainsi que les Attestations (Section V)**

### 5.1 DÉNOMINATION SOCIALE ET RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUMISSIONNAIRE

*(écrire clairement en lettres moulées)*

Dénomination sociale du soumissionnaire

---

Adresse complète du soumissionnaire

---

---

Numéro de téléphone du soumissionnaire

( )

Représentant autorisé du soumissionnaire

---

Numéro de téléphone du représentant autorisé

( )

Courriel du représentant

---

### 5.2 ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations lors de la présentation de la soumission. Le Canada peut déclarer une soumission non recevable si les attestations exigées ne font pas partie du contenu de la soumission.



Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant et après l'attribution d'un Contrat). L'Autorité désignée pour la DP aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de L'Autorité désignée pour la DP aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **5.3 ATTESTATION RELATIVE AUX ÉTUDES, À L'EXPÉRIENCE ET AUX QUALIFICATIONS**

Le soumissionnaire atteste par la présente que toutes les déclarations relatives aux études et à l'expérience sont exactes et que toute personne proposée par le soumissionnaire pour exécuter les travaux ou une partie des travaux est soit un employé du soumissionnaire ou engagée par le proposant au moyen d'une entente de services écrite.

Le Canada se réserve le droit de vérifier l'attestation qui précède et de déclarer une présentation irrecevable pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- un énoncé non vérifiable ou faux;
- une des personnes proposées n'est pas disponible alors que le Canada se fonde sur la déclaration relative à la formation et à l'expérience de cette personne pour évaluer la proposition et adjuger le contrat.

### **5.4 ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ ET DU STATUT DU PERSONNEL**

#### **5.4.1 Disponibilité du personnel et des installations**

Le soumissionnaire certifie que, s'il est autorisé à fournir des services en vertu d'un Contrat découlant de cette DP, les personnes et les installations proposées dans sa soumission seront disponibles pour commencer l'exécution des travaux dans un délai raisonnable suivant l'attribution du Contrat, et demeureront disponibles pour exécuter le travail en vue de la satisfaction au présent besoin.

#### **5.4.2 Statut du personnel**

Si le soumissionnaire a proposé, pour exécuter le travail, une personne dont il n'est pas l'employeur, le soumissionnaire atteste, par la présente, que cette personne (ou l'employeur de cette personne) lui a remis une autorisation écrite lui permettant d'offrir les services de cette dernière pour réaliser le travail nécessaire à l'exécution du Contrat et aussi de présenter le curriculum vitae de cette personne à l'Autorité désignée pour la DP.

Au cours de l'évaluation de la soumission, le soumissionnaire doit, à la demande de l'Autorité désignée pour la DP, présenter une copie de cette autorisation écrite pour les employés proposés. Le soumissionnaire reconnaît que le défaut de répondre à une telle demande peut faire en sorte que la soumission sera rejetée d'emblée.

## 5.5 ATTESTATION POUR ANCIEN FONCTIONNAIRE

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

### 5.5.1 Définitions

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### 5.5.2 Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( )

**Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### 5.5.3 Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui** ( )

**Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante:

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

### 5.6 COENTREPRISE/SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

Une coentreprise n'est pas considérée comme une « personne » aux fins de l'inscription, alors qu'une société en nom collectif l'est. Par conséquent, une société en nom collectif peut obtenir un numéro d'entreprise, contrairement à la coentreprise. Une coentreprise a une portée limitée, alors qu'une société en nom collectif est généralement une relation commerciale continue entre des personnes exploitant une entreprise commune.

Une coentreprise (CE) est un arrangement aux termes duquel deux personnes ou plus (participants) travaillent ensemble à un projet commercial limité et défini. Généralement, tous les participants de la coentreprise fournissent des éléments d'actif, partagent les risques et assument conjointement les responsabilités.

Le soumissionnaire atteste qu'il soumet sa proposition au Canada en tant que : (*choisir une seule réponse*)

Entreprise individuelle ( )

Corporation ( )

Société en nom collectif ( )

Coentreprise ( )

\* Dans le cas des coentreprises, les soumissionnaires doivent fournir les détails suivants dans leur soumission :

- a. le nom de chaque membre de la coentreprise;
- b. le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
- c. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu, s'il y a lieu.

## **5.7 DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ**

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous leurs administrateurs actuels.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, ainsi que ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent indiquer le nom du ou des propriétaires.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre de liste de noms.

**5.7.1** [La Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande de soumissions ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et en font partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : Politique d'inadmissibilité et de suspension.

**5.7.2** En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité

de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.

**5.7.3** En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :

- a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
- b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement.

**5.7.4** Conformément au paragraphe 5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :

- a. qu'il a lu et qu'il comprend la Politique d'inadmissibilité et de suspension;
- b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
- c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
- d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
- e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
- f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.

**5.7.5** Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement.

**5.7.6** Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une

attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

## **5.8 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION**

**5.8.1** Le Programme de contrats fédéraux (PCF) vise à amener les organisations qui font affaire avec le gouvernement du Canada à se doter d'un effectif représentatif de la main-d'œuvre canadienne. Il s'applique aux entrepreneurs de compétence provinciale:

- ayant un effectif combiné au Canada d'au moins 100 employés permanents à plein temps, permanents à temps partiel et temporaires qui ont travaillé 12 semaines ou plus; et
- qui obtiennent un contrat, une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement de biens ou de services du gouvernement du Canada, d'une valeur d'un million de dollars ou plus (incluant toutes les taxes).

Le PCF a été instauré en 1986 afin de favoriser davantage l'équité en milieu de travail des groupes désignés qui subissent de la discrimination dans le marché du travail canadien. Ces groupes sont:

- les femmes;
- les Autochtones;
- les personnes handicapées; et
- les minorités visibles.

Le 27 juin 2013, un PCF remanié sera en vigueur et comporte:

- une augmentation du seuil de contrat, faisant passer celui-ci de 200 000 \$ à un million de dollars (y compris les taxes applicables) afin d'appuyer l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau réglementaire pour les petites et moyennes entreprises;
- une évaluation axée sur l'atteinte des résultats permettant aux entrepreneurs de déterminer les initiatives qui conviennent le mieux à leur organisation afin d'atteindre les objectifs d'équité en matière d'emploi.

### **5.8.2 [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#)**

Les entrepreneurs qui soumissionnent un premier contrat, offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement de biens et services d'une valeur d'un million de dollars ou plus (y compris les taxes applicables) avec le gouvernement du Canada, doivent en premier lieu, attester leur engagement à mettre en œuvre l'équité en

matière d'emploi en signant un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avant l'octroi du contrat \(LAB1168\)](#).

Dès que le contrat, offre à commandes ou arrangement en matière d'approvisionnement de biens et services est octroyé à l'entrepreneur, un numéro unique est assigné à l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi de l'entrepreneur et le Programme du travail l'avise comme quoi il est maintenant assujéti au PCF. Par la suite, les entrepreneurs sont tenus de mettre en œuvre l'équité en matière d'emploi et, si des écarts de représentation existent, de déployer les efforts raisonnables selon leur contexte organisationnel et leurs besoins structurels précis pour combler ces écarts. Cette obligation est permanente et ne se limite pas seulement à la période du contrat, incluant les futurs contrats.

- 5.8.3** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de [Ressources humaines et Développement des compétences Canada \(RHDC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF.

## **5.9 ÉVALUER LE POTENTIEL DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Existe-t-il un potentiel d'exploitation commerciale de toute propriété intellectuelle pouvant être généré par le contrat subséquent?

( ) Oui

( ) Non

## **5.10 SIGNATURE ET ATTESTATION**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

\_\_\_\_\_  
*Signature*

\_\_\_\_\_  
*Date*

\_\_\_\_\_  
*Nom et titre (en lettres moulées)*

## APPENDICE 1 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### 1. INFORMATION GÉNÉRALE

#### 1.1. Coordonnées

##### 1.1.1. Autorité contractante

L'Autorité contractante est désignée à la section C1 de la page 1 du Contrat.

Toute modification au Contrat doit être autorisée, par écrit, par l'Autorité contractante. L'Entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du Contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'Autorité contractante.

##### 1.1.2. Chargé de projet

Le Chargé de projet est le suivant :

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Adresse électronique: \_\_\_\_\_

Le Chargé de projet est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont réalisés en vertu du Contrat, et est responsable de la gestion du Contrat au quotidien.

**REMARQUE:** Les factures ne doivent pas être transmises directement au Chargé de projet. Les factures doivent être transmises à l'adresse désignée à la section C8 de la première page du Contrat.

##### 1.1.3. Représentant autorisé de l'Entrepreneur

Le Représentant autorisé de l'Entrepreneur est le suivant :

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
  
Téléphone: \_\_\_\_\_



Adresse électronique: \_\_\_\_\_

## **1.2. PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT**

La période initiale du Contrat est désignée dans la section C3 de la première page du Contrat.

Par la présente, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus une (1) période supplémentaire d'un (1) an, selon les mêmes conditions. L'Entrepreneur convient que, pendant la durée prolongée du Contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'Entrepreneur avant la date d'expiration du Contrat. L'option, qui ne pourra être exercée que par l'Autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au Contrat établie en bonne et due forme.

## **1.3. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

Aucune exigence relative à la sécurité ne s'applique à ce Contrat

## **1.4. BASE DE PAIEMENT**

Veillez-vous référer à l'Annexe B

## **1.5. MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **1.5.1. PAIEMENT MENSUEL**

Le Canada versera mensuellement à l'Entrepreneur le paiement pour services rendus sur réception d'une facture détaillée précisant en détail les travaux accomplis, l'état d'avancement des tâches et des produits livrables stipulés dans le Contrat et le nombre de jours-personnes utilisés, ainsi que de l'attestation du Chargé de projet certifiant que la facture est véridique et exacte et que l'Entrepreneur a, pendant la période visée par la facture, procédé à la réalisation des travaux.

Santé Canada a choisi le dépôt électronique direct à titre de mode pour faire le paiement des factures présentées par les fournisseurs. On demande aux fournisseurs de s'inscrire en vue du paiement électronique direct, et à fournir les renseignements relatifs à leur compte sur demande. Pour obtenir de l'aide sur l'inscription en ligne, envoyer un courriel à l'adresse : [DD@hc-sc.gc.ca](mailto:DD@hc-sc.gc.ca).

## **1.6. INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION**

Une (1) copie de chaque facture doit comprendre les éléments suivants :

- a. les titre, numéro et code financier du Contrat;
- b. la date;

- c. une description des travaux effectués;
- d. les feuilles de temps (si le paiement est effectué selon un taux horaire ou un tarif journalier);
- e. une attestation des frais réels (éléments de frais remboursables);
- f. le montant des paiements progressifs exigés et le montant des taxes (y compris la TPS/TVH).
- g. Les frais de déplacement remboursables figurant sur la facture doivent être détaillés par catégorie. Veuillez-vous reporter à l'exemple ci-dessous

Frais de déplacement et d'hébergement autorisés et coûts divers:	Reçu ou pièce justificative joint(e)	Montant	Total
Aérien			\$
Ferroviaire			\$
Location de véhicule motorisé			\$
Véhicule automobile personnel			\$
Taxi			\$
Hébergement			\$
Repas			\$
<b>TOTAL</b>			\$

## 2. CONDITIONS GÉNÉRALES

### GC1. Définitions

- 1.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent Contrat,
  - 1.1.1. « Autorité contractante » signifie l'agent ou l'employé du Canada désigné dans les articles de convention et comprend une personne autorisée par celle-ci pour s'acquitter de ses fonctions en vertu du présent Contrat;
  - 1.1.2. « Coût » désigne le Coût établi conformément aux Principes des Coûts contractuels (PCC) 1031-2 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du Contrat. Les PCC 1031-2 se trouvent sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/1031-2/6-0>.
  - 1.1.3. « Ministre » : comprend une personne agissant pour le Ministre ou ses successeurs, ou à titre de Ministre si le poste est sans titulaire, et toute personne désignée pour les représenter aux fins du présent Contrat, ainsi que leurs fondés de pouvoir
  - 1.1.4. « Travaux » : à moins de stipulation contraire du Contrat, comprend tout (activités, services, biens, équipements et choses) ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour s'acquitter des obligations que lui impose le Contrat.

### CG2. Date d'achèvement des Travaux et description des Travaux

- 2.1. L'Entrepreneur devra, entre la date du début et la date d'achèvement inscrites à l'article C3 – Période visée par le Contrat des articles de convention, exécuter et terminer avec soin, compétence, diligence et efficacité les Travaux décrits dans l'Énoncé des Travaux (Annexe A).

### CG3. Successeurs et ayants droit

- 3.1. Le Contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'Entrepreneur, et il lie ces derniers.

### CG4. Sous-traitants

- 4.1. Les sous-traitants doivent détenir une attestation de vérification de sécurité de niveau équivalent à celui requis pour l'Entrepreneur.
- 4.2. Les Contrats et les Contrats de sous-traitance avec des tiers contenant des exigences de sécurité ne peuvent être attribués sans permission écrite préalable de l'Autorité contractante.

### CG5. Cession

- 5.1. L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'Autorité contractante. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les Parties et le cessionnaire.
- 5.2. La cession du Contrat ne dégage pas l'Entrepreneur des obligations en vertu du Contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

### CG6. Rigueur des délais et retard justifiable

- 6.1. Il est essentiel que les Travaux soient exécutés dans les délais prévus au Contrat.
- 6.2. Le retard de l'Entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au Contrat à cause d'un événement qui :

- a. est hors du contrôle raisonnable de l'Entrepreneur;
- b. ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
- c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'Entrepreneur;
- d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'Entrepreneur, sera considéré comme un « retard justifiable » si l'Entrepreneur informe l'Autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'Entrepreneur doit de plus informer l'Autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'Autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'Entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
- 6.3. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
- 6.4. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'Autorité contractante peut, par avis écrit à l'Entrepreneur, résilier le Contrat. Dans un tel cas, les Parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, Coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'Entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Ministre la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
- 6.5. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'Entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du Contrat.

### CG7. Indemnisation

- 7.1. L'Entrepreneur exonère et indemnise le Canada, le Ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous dommages, réclamations, pertes, Coûts, dépenses, actions et autres poursuites, faits, soutenus, présentés, intentés ou susceptibles de l'être, pouvant de quelque façon être imputables ou attribuables à une blessure ou au décès d'une personne ou à des dommages matériels découlant de tout acte, de toute omission ou de tout retard, intentionnel ou négligent, de l'Entrepreneur, de ses employés, de ses agents ou de ses mandataires ou de ses sous-traitants dans la réalisation des Travaux ou par suite de l'exécution des Travaux.
- 7.2. L'Entrepreneur indemnise le Canada, le Ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous les Coûts, frais et dépenses, quels qu'ils soient, que le Canada doit supporter ou engager dans toute réclamation, action, poursuite et procédure intentée relativement à l'utilisation d'une invention revendiquée dans un brevet ou à la contrefaçon, réelle ou alléguée, d'un brevet, d'un dessin industriel enregistré, d'un droit d'auteur ou de tout autre droit de propriété intellectuelle résultant de l'exécution des obligations de l'Entrepreneur en application du Contrat, et à l'utilisation ou à l'aliénation par le Canada de tout produit fourni en vertu du Contrat.
- 7.3. L'obligation de l'Entrepreneur d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu du présent Contrat n'empêche pas celle-ci d'exercer ses autres droits prévus par la loi.
- 7.4. L'Entrepreneur reconnaît que le Canada n'est pas responsable des blessures ou des dommages (y compris le décès) subies par l'Entrepreneur ou par tout dirigeant,

mandataire ou employé de l'Entrepreneur, ni des pertes ou dommages touchant des biens de l'Entrepreneur, de ses dirigeants, agents ou mandataires et découlant de quelque façon que ce soit de l'exécution des Travaux, à moins que les blessures, pertes ou dommages soient causés par la négligence d'un employé, agent ou mandataire du Canada dans l'exercice des fonctions de son poste, et il s'engage à l'en exonérer et à l'en indemniser.

#### CG8. Avis

- 8.1. Tout avis, demande, directive ou autre indication qui doit être donné à l'autre Partie en vertu du Contrat doit être transmis par écrit et prend effet au moment où il est livré en personne ou expédié au destinataire par courrier recommandé, par télécopieur ou courriel, à l'adresse mentionnée dans le Contrat; il est réputé avoir été reçu, s'il est expédié par courrier recommandé, au moment où le destinataire en accuse réception, s'il est envoyé et s'il est communiqué par télécopieur ou par courriel, au moment de sa transmission. Les Parties peuvent effectuer un changement d'adresse en en donnant avis selon les dispositions susmentionnées.

#### CG9. Résiliation pour raisons de commodité

- 9.1. L'Autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des Travaux, en donnant un avis écrit à l'Entrepreneur, résilier le Contrat ou une partie du Contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'Entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le Contrat est résilié en partie seulement, l'Entrepreneur doit poursuivre l'exécution des Travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.
- 9.2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 9.1, l'Entrepreneur aura le droit de se faire payer les Coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du Contrat dans la mesure où il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'Entrepreneur sera payé :
- sur la base de la valeur du Contrat, pour tous les Travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au Contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - le Coût, pour l'Entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les Travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement;
  - les frais liés à la résiliation des Travaux engagés par l'Entrepreneur, à l'exclusion du Coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'Entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
- 9.3. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des Travaux, si après inspection, ces Travaux ne satisfont pas aux exigences du Contrat.
- 9.3. Les sommes auxquelles l'Entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'Entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, la valeur du Contrat. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'Entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'Entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

#### CG10. Résiliation par manquement de l'Entrepreneur

- 10.1. Le Ministre peut, en donnant un avis à l'Entrepreneur, résilier une partie ou la totalité des Travaux :
- si l'Entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolubles, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'Autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'Entrepreneur, résilier sans délai le Contrat ou une partie du Contrat pour manquement;
  - si l'Entrepreneur ne remplit pas l'une des obligations que lui impose le Contrat ou si le Ministre estime que la lenteur de l'avancement des Travaux compromet l'exécution du Contrat dans les délais prévus.
- 10.2. S'il arrête une partie ou la totalité des Travaux en vertu du paragraphe CG10.1, le Ministre peut prendre les dispositions qu'il juge appropriées pour que soit achevé le Travail qui a ainsi été arrêté. L'Entrepreneur doit alors payer au Canada tout Coût supplémentaire nécessaire pour l'achèvement des Travaux.
- 10.3. Au moment de l'arrêt des Travaux en vertu du paragraphe CG10.1, le Ministre peut exiger que l'Entrepreneur remette au Canada, de la façon et dans la mesure qu'il précise, le titre de propriété de tout travail exécuté qui n'a pas été remis et accepté avant cet arrêt ainsi que les matériaux et les Travaux en cours que l'Entrepreneur a acquis ou produits expressément en vue d'exécuter le Contrat. Le Canada paiera à l'Entrepreneur tout travail livré à la suite de cette directive et qu'il a accepté, ce que ce travail a coûté à l'Entrepreneur plus une somme proportionnelle à la partie des honoraires précisés dans le Contrat; il paiera aussi les Coûts justes et raisonnables qu'il a dû engager à l'égard des matériaux ou des Travaux en cours qui ont été remis à la suite de la directive en question. Le Canada peut, sur la somme due à l'Entrepreneur, retenir la somme que le Ministre estime nécessaire pour protéger le Canada contre les frais supplémentaires que pourra nécessiter l'achèvement des Travaux.
- 10.4. L'Entrepreneur n'a droit à aucun remboursement qui, en s'ajoutant aux sommes qui lui ont été versées ou qui lui sont dues, excéderait le prix prévu dans le présent Contrat pour l'ensemble ou une partie des Travaux.

#### CG11. Registres que l'Entrepreneur doit tenir

- 11.1. L'Entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés des Coûts d'exécution des Travaux et de tous ses frais ou engagements, y compris les factures, reçus originaux et les pièces justificatives. Ces documents doivent pouvoir être inspectés et vérifiés en tout temps raisonnable par les représentants autorisés du Ministre, qui pourront en faire des copies et en tirer des extraits.
- 11.2. L'Entrepreneur doit mettre des locaux à la disposition des représentants autorisés du Ministre aux fins de la vérification et de l'inspection; il doit aussi leur fournir les renseignements qu'ils demandent ou que le Ministre peut demander au sujet des documents mentionnés au paragraphe CG11.1.
- 11.3. L'Entrepreneur ne peut se départir des documents mentionnés au paragraphe CG11.1 sans le consentement écrit du Ministre; il doit les conserver et les mettre à la disposition des responsables de la vérification et de

l'inspection pendant la période précisée ailleurs dans le Contrat ou, à défaut d'une telle stipulation, pendant les six années qui suivront l'achèvement des Travaux.

**CG12. Conflits d'intérêts**

- 12.1. L'Entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, du *Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique* ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du Contrat.

**CG13. Statut de l'Entrepreneur**

- 13.1. Le Contrat porte sur la fourniture d'un service auquel l'Entrepreneur souscrit à titre indépendant à fournir un service seulement. Rien dans le Contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou une organisation entre le Canada et l'autre ou les autres Parties. L'Entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'Entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'Entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

**CG14. Exécution des Travaux**

- 14.1. L'Entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
- a. il a la compétence pour exécuter les Travaux;
  - b. il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les Travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux;
  - c. il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir-faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les Travaux.
- 14.2. L'Entrepreneur doit :
- a. exécuter les Travaux de manière diligente et efficace;
  - b. sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les Travaux;
  - c. au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du Contrat;
  - d. sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
  - e. exécuter les Travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada, et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du Contrat;
  - f. surveiller la réalisation des Travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le Contrat.
- 14.3. Les Travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompétentes ou ne se sont pas conduites convenablement.

**CG15. Députés**

- 15.1. Aucun député n'est admis à être partie à ce Contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

**CG16. Protection des Travaux**

- 16.1. L'Entrepreneur garde confidentiels les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux Travaux, y

compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des Travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du Contrat. L'Entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'Entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant les renseignements nécessaires à l'exécution du Contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du Contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'Entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du Contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Dès l'achèvement ou la résiliation du Contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'Entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le Contrat, l'information ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui la contient. Les obligations des Parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :

- 16.1.1. auxquels le public a accès à partir d'une autre source que l'Entrepreneur;
- 16.1.2. dont l'Entrepreneur a ou prend connaissance à partir d'une autre source que le Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, à la connaissance de l'Entrepreneur, est tenue à la confidentialité envers le Canada.

- 16.2. Lorsque le Contrat, les Travaux ou tout renseignement visé par le paragraphe CG16.1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ apposée par le Canada,

- 16.2.1. l'Entrepreneur doit, en tout temps, prendre toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour protéger le matériel ainsi identifié, notamment toute autre directive donnée par le Ministre;
- 16.2.2. le Ministre a le droit d'inspecter les locaux de l'Entrepreneur et ceux des sous-traitants, à tout niveau, à des fins de sécurité, pendant la durée du Contrat, et l'Entrepreneur doit observer ainsi que faire observer par tout sous-traitant toutes les directives écrites données par le Ministre au sujet du matériel ainsi identifié, y compris toute directive portant que les employés de l'Entrepreneur ou de tout sous-traitant doivent signer et remettre des déclarations en rapport avec des enquêtes de sûreté, des habilitations de sécurité et d'autres procédures.

**CG17. Honoraires conditionnels, vérification et divulgation publique**

- 17.1. L'Entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels à quiconque pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du présent Contrat si le versement du paiement nécessitait que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R.C., ch. 44. (4<sup>e</sup> suppl.).
- 17.2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du Contrat ou en rapport à toute demande ou démarche liée au Contrat seront assujettis aux dispositions du Contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 17.3. L'Entrepreneur consent, dans le cas d'un Contrat dont la valeur dépasse 10 000 \$, à ce que l'information de base

- concernant le Contrat soit communiquée au public, à l'exception de toute information dont il est question aux alinéas 21(1)a) à d) de la *Loi sur l'accès à l'information* liée au Contrat.
- 17.4. Si l'Entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de l'article 17.1 ou de l'article 21.1 ou ne respecte pas les obligations qui sont précisées dans les articles 17.2 ou 17.3, il s'agit d'une situation de défaut d'exécution conformément aux dispositions du Contrat et l'Entrepreneur consent, en plus de tout autre recours possible contre celui-ci, à recouvrer sur-le-champ toute paiement anticipé reçu et consent à ce que l'Autorité contractante résilie le contrat conformément aux dispositions relatives aux situations de manquement du présent Contrat.
- 17.5. « Honoraires conditionnels » : tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un Contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce Contrat ou à toute demande ou démarche reliée au Contrat.
- CG18. Programmes de réduction des effectifs**
- 18.1. L'Entrepreneur reconnaît et promet que toute personne, lui compris, chargée d'exécuter le présent Contrat, communiquera à l'Autorité contractante tout détail sur son statut en ce qui a trait au paiement forfaitaire reçu et tout détail sur les prestations de retraite en vertu d'un programme de réduction des effectifs.
- 18.2. L'Entrepreneur s'engage, si cela lui est demandé par écrit et lorsque cela est nécessaire, à signer ou à faire signer pour le compte de toute personne une renonciation aux dispositions de protection des renseignements personnels à l'égard de tout renseignement relatif à un paiement forfaitaire ou à des prestations de retraite.
- CG19. Modifications**
- 19.1. Aucune modification du Contrat ni aucune renonciation à ses dispositions ne sera valide à moins d'avoir été effectuée par une modification écrite. Pour être applicable, une modification au Contrat doit se faire à l'écrit par l'Autorité contractante et le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- CG20. Personnel de remplacement**
- 20.1. L'Entrepreneur doit fournir les services des personnes nommées dans la soumission mentionnée dans l'énoncé des Travaux et de toutes les personnes supplémentaires nécessaires à l'exécution des Travaux et à la prestation des services requis en vertu du présent Contrat, à moins qu'il ne soit dans l'impossibilité de le faire pour des raisons indépendantes de sa volonté.
- 20.2. S'il ne peut à quelque moment fournir les services de ces personnes, l'Entrepreneur est tenu de trouver des remplaçants possédant des aptitudes et des connaissances semblables et jugés acceptables par l'Autorité contractante. Le cas échéant, l'Entrepreneur doit en aviser par écrit l'Autorité contractante et donner l'information suivante :
- 20.2.1. la raison du retrait de la personne désignée de l'exécution des Travaux;
- 20.2.2. nom du remplaçant proposé;
- 20.2.3. un aperçu de la compétence et de l'expérience du remplaçant proposé;
- 20.2.4. un certificat d'habilitation de sécurité accepté, le cas échéant.
- 20.3. Un tel avis doit être envoyé au moins sept (7) jours avant la date à laquelle le remplaçant doit commencer à travailler. Tout changement dans les modalités du présent
- Contrat qui découle d'un remplacement de personnel devra être effectué par voie de modification du Contrat.
- 20.4. Nonobstant ce qui précède, l'Entrepreneur est tenu d'exécuter les Travaux et de fournir les services conformément aux conditions du présent Contrat.
- CG21. Code criminel du Canada**
- 21.1. L'Entrepreneur s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (le Code) et à ses modalités. Le Code se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>. En plus du Code, l'Entrepreneur doit se conformer aux dispositions prévues dans la présente section.
- 21.2. L'Entrepreneur atteste et il est essentiel, en vertu du présent Contrat, que l'Entrepreneur et tout employé de l'Entrepreneur affecté à l'exécution du Contrat que l'entreprise n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction, autre qu'une infraction pour laquelle un pardon a été accordé, conformément aux articles suivants du *Code criminel* :
- 21.2.1. article 121, Fraudes envers le gouvernement;
- 21.2.2. article 124, Achat ou vente d'une charge;
- 21.2.3. article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.
- CG22. Inspection et acceptation**
- 22.1. Tous les Travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des Travaux par le Canada ne relèvent pas l'Entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du Contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du Contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'Entrepreneur.
- CG23. Taxes**
- 23.1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
- 23.2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- 23.3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- 23.4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.



23.5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada  
En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'[Agence du revenu du Canada](#). Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

**CG24. Titre**

- 24.1. Sauf s'il en est prévu autrement au Contrat, notamment dans les dispositions concernant la propriété intellectuelle ainsi qu'au paragraphe 24.2, le titre de propriété afférent aux Travaux est dévolu au Canada dès leur livraison et leur acceptation par le Canada ou pour son compte.
- 24.2. Sauf s'il en est prévu autrement dans les dispositions du Contrat qui concernent la propriété intellectuelle, dès le paiement à l'Entrepreneur de montants au titre des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis, qu'il s'agisse de paiements provisoires, d'avances comptables ou autrement, le titre de propriété afférent auxdits éléments est dévolu au Canada et demeure ainsi dévolu, sauf s'il l'a déjà été aux termes d'une autre disposition du Contrat.
- 24.3. Malgré la dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au présent article et sauf s'il en est prévu autrement au Contrat, l'Entrepreneur supporte le risque de perte ou d'endommagement des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis ainsi dévolus jusqu'à leur livraison au Canada en application du Contrat. L'Entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des Travaux causés par lui-même ou par un sous-traitant après une telle livraison.
- 24.4. La dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au paragraphe 24.2 ne constitue pas de la part du Canada l'acceptation des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis en question et ne relève pas l'Entrepreneur de son obligation d'exécuter les Travaux conformément au Contrat.
- 24.5. Lorsque le titre de propriété afférent à des matériaux, à des pièces, à des produits en cours ou à des Travaux finis est dévolu au Canada, l'Entrepreneur prouve au Ministre, à la demande de celui-ci, que le titre de propriété est exempt de tous privilèges, réclamations, saisies ou autres charges et signe les actes de transport et autres instruments nécessaires pour parfaire ce titre de propriété, lorsque le Ministre lui en fait la demande.
- 24.6. Si le Contrat constitue un Contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. (1985), ch. D-1, le titre de propriété afférent aux Travaux ou à des matériaux, pièces, produits en cours ou Travaux finis est dévolu au Canada sans être assujéti à des réclamations, privilèges, saisies ou autres charges et le Ministre a le droit, en tout temps, de l'aliéner ou de s'en départir conformément à l'article 20 de la Loi.

**CG25. Intégralité du Contrat**

- 25.1. Le Contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les Parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au Contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au Contrat lient les Parties.

**CG26. Harcèlement en milieu de travail**

- 26.1. L'Entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail qui s'applique également à l'Entrepreneur.
- 26.2. L'Entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un Entrepreneur ou une autre personne employée parle Canada ou travaillant sous Contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'Entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'Entrepreneur, l'Autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

**CG27. Absence de pot-de-vin ou de conflit**

- 27.1. L'Entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du Contrat.
- 27.2. L'Entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'Entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du Contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la période du Contrat, l'Entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'Autorité contractante.
- 27.3. L'Entrepreneur déclare, au mieux de sa connaissance et après s'être renseigné avec diligence, qu'aucun conflit n'existe ni ne se manifestera probablement dans l'exécution du Contrat. Si l'Entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du Contrat, il doit immédiatement en faire part à l'Autorité contractante par écrit.
- 27.4. Si l'Autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'Entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'Autorité contractante peut exiger que l'Entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le Contrat pour manquement. On entend par conflit toute question, circonstance, activité ou tout intérêt qui touche l'Entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'Entrepreneur d'exécuter le Travail avec diligence et impartialité.

**CG28. Propriété du gouvernement**

- 28.1. L'Entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.

**CG29. Suspension des Travaux**

- 29.1. L'Autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'Entrepreneur de suspendre ou

d'arrêter les Travaux ou une partie des Travaux prévus au Contrat. L'Entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension.

**CG30. Droit de compensation**

30.1. Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Ministre peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, tout montant payable au Canada par l'Entrepreneur en vertu du Contrat ou de tout autre Contrat en cours. Le Ministre peut, en effectuant un paiement en vertu du Contrat, déduire du montant payable à l'Entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

**CG31. Pouvoirs du Canada**

31.1. Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du Contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

**CG32. Sanctions internationales**

32.1. Les personnes au Canada et les Canadiens à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

32.2. L'Entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.

32.3. L'Entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du Contrat. L'Entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada si, dans le cadre de l'exécution du Contrat, l'Entrepreneur est dans l'impossibilité d'exécuter le Contrat parce qu'on a imposé des sanctions à un pays ou à une personne ou qu'on a ajouté des biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les Parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le Contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article CG9.

**CG33. Frais de transport**

33.1. Si des frais de transport sont payables par le Ministre en vertu du Contrat et que l'Entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

**CG34. Administration du contrat et règlement des différends**

34.1. Pour tout problème ou toute préoccupation quant à l'application d'une modalité du présent Contrat, l'Entrepreneur devrait contacter l'Autorité contractante identifiée au Contrat afin de fixer une date de réunion, soit par téléphone ou en personne, afin de d'éclaircir et/ou résoudre le différend ou la mécontente. Suite à cette réunion initiale, et au besoin, des renseignements supplémentaires seront fournis à l'Entrepreneur quant aux mécanismes de règlement des différends qui lui sont disponibles, tels les services du Bureau de l'ombudsman aux approvisionnements (BOA), ou quelconques autres recours appropriés.

34.2. À la demande et sujet au consentement des Parties, le Bureau de l'ombudsman aux approvisionnements pourra être invité à participer à un processus de règlement des différends en vue de résoudre un différend entre les

Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent Contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa-opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa-opo.gc.ca).

**CG35. Responsabilité du transporteur**

35.1. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'Entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

**CG36. Dispositions relatives à l'intégrité**

**36.1 Déclaration**

a. L'entrepreneur doit se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et aux modalités des présentes dispositions relatives à l'intégrité.

b. L'entrepreneur atteste comprendre que les condamnations pour certaines infractions, une fausse déclaration dans sa soumission, une fausse déclaration en vertu du contrat ou le défaut de tenir à jour les renseignements demandés peuvent donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des condamnations et des absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, le Canada peut, après une période de préavis, résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur reconnaît qu'une résiliation pour manquement ne restreint pas le droit du Canada d'exercer contre lui tout autre recours à sa disposition, et il convient de remettre immédiatement les paiements anticipés versés.

**36.2 Liste de noms**

L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada par écrit si des changements ont une incidence sur la liste des noms des administrateurs et des propriétaires pendant la durée du contrat.

**36.3 Vérification des renseignements**

L'entrepreneur atteste être informé que ses affiliés et lui-même savent que le Canada peut vérifier en tout temps pendant la durée du contrat les renseignements qu'il fournit, notamment les renseignements sur les actes, les condamnations et les absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisés dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. Le Canada pourra demander d'autres renseignements, validations d'un tiers qualifié, formulaires de consentement et autres éléments prouvant son identité et son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada.

**36.4 Loi sur le lobbying**

L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser, directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

**36.5 Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale**

a. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont plaidé



coupable à une infraction en vertu des dispositions suivantes, laquelle infraction entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#), et qu'ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :

- i. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
- ii. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou
- b. L'entrepreneur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat en vertu de l'alinéa a).

### 36.6 Infractions commises au Canada

L'entrepreneur atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années précédant la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable et n'ont pas plaidé coupable concernant une infraction en vertu d'une des dispositions suivantes, pour laquelle ils deviendraient inadmissibles à l'obtention d'un contrat en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada:
  - i. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou
  - ii. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
  - iii. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
  - iv. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
  - v. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
  - vi. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi](#)

[réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou

- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas dirigé, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat.

### 36.7 Infractions commises à l'étranger

L'entrepreneur atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, est similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, et qui les rendrait inadmissibles à l'obtention d'un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger :
  - i. la cour devant laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés se sont présentés agit dans les limites de ses pouvoirs;
  - ii. l'entrepreneur ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
  - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
  - iv. l'entrepreneur ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et atteste ne pas avoir ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

### 36.8 Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat auprès du Canada

- a. L'entrepreneur atteste comprendre que s'il a été déclaré coupable de certaines infractions après l'obtention d'un contrat, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, il sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution du contrat, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
  - i. résilier le contrat par défaut, ou
  - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- b. L'entrepreneur atteste comprendre que si tout affilié de l'entrepreneur a été déclaré coupable de certaines infractions, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une

- incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, l'affilié sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, un affilié de l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution d'un contrat auprès du Canada, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut si, selon le Canada, il est prouvé que l'entrepreneur a ordonné, influencé ou autorisé certains actes, omissions ou infractions qui rendent l'affilié inadmissible ou qu'il y a acquiescé, consenti ou participé, ou
  - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- c. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsqu'il est déclaré inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), il est également inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
  - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- d. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsque ses affiliés ou lui-même ont été tenus responsables de violations en vertu du paragraphe Loi sur le lobbying, il est inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
  - ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- 36.9 Déclaration des infractions commises**  
L'entrepreneur comprend qu'il a l'obligation continue de déclarer immédiatement au Canada toute déclaration de culpabilité à la suite d'une infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger.
- 36.10 Période d'inadmissibilité**  
Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à conclure un contrat avec le Canada :
- a. Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada;
  - b. Assujéti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger;
  - c. Assujéti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe Loi sur le lobbying pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a été tenu responsable, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG.
- 36.11 Pardons accordés par le Canada**  
En vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG ne rendra ni ne maintiendra une décision concernant l'inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada relativement à une infraction ou à un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou un affilié de l'entrepreneur :
- a. a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
  - b. a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
  - c. a obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
  - d. a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
  - e. obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) – dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).
- 36.12 Pardons accordés par un gouvernement étranger**  
La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats avec le Canada ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés a, en tout temps, bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens à la seule discrétion du Canada, d'absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, de suspensions du casier ou de la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.
- 36.13 Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives**  
L'entrepreneur atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.
- 36.14 Obligations des sous-traitants**  
L'entrepreneur atteste comprendre que, dans la mesure où il s'appuie sur un ou des sous-traitants pour l'exécution du contrat, il ne devra pas conclure de contrat de sous-traitance avec une entreprise ayant été déclarée coupable, ou un affilié de cette entreprise ayant été déclaré coupable, de l'une des infractions citées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité

légale, Infractions commises au Canada et infractions commises à l'étranger, ou ayant plaidé coupable à l'une de ces infractions, selon le cas, et pour laquelle aucun pardon ou mesure équivalente n'a été accordé en vertu des paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger sans l'approbation écrite préalable du ministre de TPSG. Si l'entrepreneur a conclu un contrat avec un sous-traitant inadmissible pour lequel aucune approbation écrite préalable n'a été reçue par le Canada, le ministre de TPSG déclarera

l'entrepreneur inadmissible à la passation de contrats avec le Canada pour une période de cinq ans

**CG37. Exhaustivité de la convention**

37.1

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

### 3. MODALITÉS DE PAIEMENT

#### MP1. Paiement

- 1.1. Les paiements relevant du présent Contrat, exception faite des avances ou des paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, à l'achèvement et à la livraison de travail, ou de toute partie du travail, à la satisfaction du ministre, sous réserve que l'Entrepreneur ait fourni, et que le Canada ait reçu, demande de paiement.
- 1.2. Sous réserve de l'existence d'un crédit parlementaire et du respect du paragraphe MP1.1, le ministre procédera au paiement :
  - 1.2.1. dans le cas d'une avance, dans les trente (30) jours suivant la signature du contrat par les deux parties ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
  - 1.2.2. dans le cas de paiements progressifs, dans les trente (30) jours suivant la réception d'un travail dûment terminé ou d'un rapport sur l'avancement du travail, ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
  - 1.2.3. dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la réception du travail dûment terminé ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates.
- 1.3. Aux fins du Contrat, un jour complet s'entend de toute période de sept heures et demie (7,5) dans n'importe quelle tranche horaire de vingt-quatre (24) heures.
- 1.4. Si l'Entrepreneur travaille pendant une période d'une durée inférieure ou supérieure à celle d'un jour complet, il sera payé, au taux horaire de l'entreprise, au prorata du nombre d'heures pendant lequel il a ainsi travaillé.
- 1.5. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception aviser le fournisseur de la nature de l'objection.
- 1.6. « Contenu de la facture » s'entend d'une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les (15) jours, la date inscrite au paragraphe MP1.1 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 1.7. Indépendamment de toute autre disposition du Contrat, le paiement à l'Entrepreneur n'est versé que lorsque, pour toutes les parties du travail pour lesquelles l'Entrepreneur demande paiement, il prouve, sur demande et à la satisfaction du ministre, que le travail ne fait l'objet d'aucun privilège, d'aucune réclamation, charge, sûreté ou servitude.

#### MP2. Intérêt sur les comptes en souffrance

- 2.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article :
  - (a) « Taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur tous les jours, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil précédant la date de paiement, le « taux d'escompte » s'entendant du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
  - (b) « Date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis à titre de paiement d'une somme exigible.

- (c) « Du et exigible » : s'entend de la somme due à l'Entrepreneur par le Canada aux termes du contrat.
- (d) « En souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

- 2.2. Le Canada verse à l'Entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'Entrepreneur pour une somme en souffrance pour plus de quinze (15) jours. Un intérêt est payé pour une somme en souffrance pour moins de quinze (15) jours si l'entrepreneur en fait la demande.
- 2.3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'elle n'est pas responsable du retard à payer l'Entrepreneur.
- 2.4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

#### MP3. Crédit

- 3.1. Conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du Canada, le paiement effectué en vertu du présent Contrat est assujéti à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du Contrat sont susceptibles d'arriver à échéance.

#### MP4. Frais de déplacement et de subsistance

Les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'Entrepreneur sont entièrement subordonnés à la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) qui est en vigueur et aux Autorisations spéciales de voyager du Secrétariat du Conseil du Trésor, article 7, « [Agents contractuels](#) ». Les frais de déplacement et de subsistance sont considérés comme faisant partie du coût total du Contrat. Les frais qui dépassent ce que prévoit la Directive ne seront pas remboursés. Les frais de déplacement et de subsistance prévus doivent avoir fait l'objet d'une autorisation préalable.

#### 4.1. Généralités

- 4.1.1. Les frais de déplacement et de subsistance réclamés doivent correspondre aux coûts mais doivent demeurer dans les limites de la Directive du Conseil national mixte qui est en vigueur.
- 4.1.2. Chaque demande de remboursement de frais de transport et de subsistance doit être accompagnée d'une déclaration indiquant les noms des voyageurs et les endroits visités, ainsi que les dates, la durée et le but des déplacements.
- 4.1.3. L'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité des frais d'assurance pour tous les modes de transport, les accidents, les maladies, les annulations, les immunisations, et autres obligations.

#### 4.2. Moyens de transport

- 4.2.1. Avion. La classe économique constitue la seule norme pour les voyages en avion. L'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la différence des coûts de classe affaire ou de première classe.
- 4.2.2. Train. Les voyages en train se font dans la classe offerte après la classe économique.
- 4.2.3. Véhicule de location. Ce sont les véhicules de taille intermédiaire qui sont autorisés. La location d'un véhicule doit être approuvée au préalable par l'Autorité de projet.

- 4.2.4. Véhicule d'un particulier. Le voyageur doit suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doit demander un remboursement qu'à l'égard du trajet qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé. Le taux au kilomètre payable est précisé dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Le Canada décline toute responsabilité à l'égard de toute franchise reliée à l'assurance-collision et à l'assurance globale.
- 4.3. **Indemnités de repas, d'hébergement, de transport et autres**
- 4.3.1. Pour les déplacements d'un jour, sans nuitée, les indemnités de repas applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Les reçus ne sont pas requis.
- 4.3.2. Pour les déplacements d'un jour sans nuitée, les indemnités de transport applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte en vigueur. Des copies des reçus originaux sont requises. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.3. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de repas et de frais accessoires quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Les reçus ne sont pas requis.
- 4.3.4. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de voyage et d'hébergement quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Des copies des reçus originaux sont requises, sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.5. Les indemnités de repas ne sont pas accordées pour les repas compris dans le passage (p. ex. les billets d'avion ou de voiture club), fournis gratuitement dans une cantine du gouvernement, ou inclus dans les coûts de participation à un événement ou à une autre mission.
- 4.3.6. Des honoraires professionnels ou autres frais équivalents similaires ne peuvent pas être réclamés pour le temps de déplacement.
- 4.3.7. Les reçus et les documents justificatifs originaux pour l'hébergement ou le transport doivent accompagner chaque demande de remboursement sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial. L'hébergement de luxe n'est pas autorisé. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.8. Les frais de divertissement ne constituent pas une dépense remboursable.

## 4. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### PI2. LE CANADA DÉTIENT LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

#### 1.0 Interprétation

Dans le présent Contrat,

- 1.1 « Droit de Propriété Intellectuelle » désigne tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi, incluant tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi, telles les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés et les droits d'obtentions végétales, ou faisant l'objet d'une protection en vertu de la loi, comme les secrets industriels ou les renseignements confidentiels;
  - 1.2 « Logiciel » désigne tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les Micrologiciels), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, incluant toute modification. « micrologiciel » désigne tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe ou tout autre dispositif semblable faisant partie du matériel ou autre équipement;
  - 1.3 « Micrologiciel » désigne tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe ou tout autre dispositif semblable faisant partie du matériel ou autre équipement;
  - 1.4 « Propriété Intellectuelle » désigne toute information ou connaissance de nature industrielle, scientifique, technique, commerciale, littéraire, dramatique, artistique ou qui touche la créativité dans le cadre des travaux, qu'elle soit communiquée oralement ou enregistrée sous toute forme ou sur tout support, sans égard à ce qu'elle fasse ou non l'objet de droits d'auteur; cela comprend, sans s'y limiter, les inventions, les concepts, les méthodes, les processus, les techniques, le savoir-faire, les démonstrations, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les manuels et tout autre document, les Logiciels et les Micrologiciels;
  - 1.5 « Renseignements de Base » désigne toute Propriété Intellectuelle autre que les Renseignements Originaux qui est incorporée dans les Travaux ou nécessaire à l'exécution des Travaux, qui est la propriété de l'Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre tiers et qui est tenue confidentielle par eux;
  - 1.6 « Renseignements Originaux » désigne toute Propriété Intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des Travaux prévus au Contrat.
- 2.0 Dossiers et divulgation des Renseignements Originaux**
- 2.1 Durant et après la période d'exécution du Contrat, l'Entrepreneur doit conserver des dossiers détaillés sur les Renseignements Originaux, incluant les données portant sur leur création, propriété, ainsi que sur toute vente ou tout transfert de tout droit de propriété sur les Renseignements Originaux. L'Entrepreneur doit signaler et divulguer pleinement au Ministre l'ensemble des Renseignements Originaux comme le Contrat l'exige. Si le Contrat ne prévoit pas spécifiquement quand et comment l'Entrepreneur doit le faire, l'Entrepreneur doit fournir ces renseignements dès que le Ministre ou un représentant du Ministre en fait la demande, que ce soit avant ou après l'exécution du Contrat.
  - 2.2 L'Entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à

quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, auxquels des Droits de Propriété Intellectuelle sur tout Renseignement Original sont ou seront dévolus.

- 2.3 Avant ou après que le dernier paiement soit versé à l'Entrepreneur, ce dernier doit donner au Ministre l'accès à l'ensemble des dossiers et des données à l'appui que le Ministre considère pertinents pour permettre l'identification des Renseignements Originaux.
- 2.4 Pour toute Propriété Intellectuelle élaborée ou créée dans le cadre des Travaux, le Ministre pourra présumer que celle-ci a été élaborée ou créée par le Canada, si les dossiers de l'Entrepreneur n'indiquent pas que cette Propriété Intellectuelle a été créée par l'Entrepreneur, ou par quiconque au nom de l'Entrepreneur, à l'exception du Canada.

#### 3.0 Le Canada détient les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux

- 3.1 Le Canada détient tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux dès leur conception. L'Entrepreneur n'aura aucun droit à de tels Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux, sauf tout droit qui pourra lui être conféré par écrit par le Canada.
- 3.2 L'Entrepreneur intégrera dans tout Renseignement Original qui fait l'objet d'un droit d'auteur, quelle que soit la forme dans laquelle il est consigné ou le support sur lequel il est consigné, l'un ou l'autre du symbole de droit d'auteur et de l'avis de droit d'auteur suivant :

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF  
DU CANADA (2018)

ou

© HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
CANADA (2018)

- 3.3 Tout renseignement personnel, au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R., 1985, ch. P-21, recueilli par l'Entrepreneur dans l'exécution des Travaux en vertu du Contrat devient immédiatement au moment de la collecte, la propriété du Canada et doit être utilisé uniquement pour l'exécution des Travaux. L'Entrepreneur n'a aucun droit sur ces renseignements personnels.
- 3.4 Si les Travaux en vertu du Contrat comprennent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant des renseignements ou des données fournis par le Canada et des renseignements personnels mentionnés ci-haut, les Droits de Propriété Intellectuelle sur la base de données ou la compilation contenant ces renseignements appartiendront au Canada. Dès l'achèvement ou la résiliation du Contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'Entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le Contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toutes copies, ébauches, documents de travail et notes qui contiennent ces informations, données ou renseignements personnels.
- 3.5 L'Entrepreneur devra exécuter, à ses frais et promptement, tous les documents relatifs aux Droits de Propriété Intellectuelle des Renseignements Originaux tel qu'exigé par le Ministre. L'Entrepreneur doit fournir au Canada, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de Droits de Propriété Intellectuelle, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'une invention.



#### 4.0 Licence concernant les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements de Base

4.1 L'Entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements de Base dans le cadre des activités du Canada. À moins d'exception précisée dans le Contrat, cette licence permet au Canada de faire tout ce qu'il pourrait faire s'il était propriétaire des Renseignements de Base, sauf les exploiter commercialement et en transférer ou en céder la propriété. Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'Entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique ou toute autre forme d'emballage, accompagnant un bien livrable.

4.2 Pour plus de certitude, la licence du Canada relative aux Renseignements de Base comprend notamment ce qui suit :

- a. Le droit de divulguer les Renseignements de Base à des tierces parties participant à un appel d'offres ou à des négociations contractuelles avec le Canada et le droit d'accorder une sous-licence ou l'autorisation permettant à tout entrepreneur embauché par le gouvernement du Canada d'utiliser ces renseignements dans le seul but d'assurer l'exécution des travaux énoncés dans le contrat. Le Canada exigera de ces tiers et de ces entrepreneurs qu'ils n'utilisent ou ne divulguent ces renseignements, sauf lorsque cela s'avère nécessaire pour la préparation d'une soumission, la négociation ou l'exécution des contrats;
- b. le droit de divulguer les Renseignements de Base à d'autres gouvernements, aux fins d'information;
- c. le droit de reproduire, modifier, améliorer, élaborer ou traduire les Renseignements de Base, ou de le faire exécuter par une personne engagée par le Canada. Le Canada, ou une personne désignée par le Canada, détiendra les Droits de Propriété Intellectuelle associés à la reproduction, la modification, l'amélioration, l'élaboration ou la traduction;
- d. sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les Renseignements de Base, le droit, en ce qui a trait à toute partie des Travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, d'exercer tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur tout Renseignement de Base qui peuvent être requis pour les fins suivantes:
  - i. l'utilisation, le fonctionnement, la maintenance, la réparation ou la révision de toute partie des Travaux conçue ou fabriquée sur mesure;
  - ii. la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des Travaux fabriquée

sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;

- e. pour un Logiciel créé sur mesure pour le Canada, le droit d'utiliser tout code source que l'Entrepreneur doit livrer au Canada en vertu du Contrat et de reproduire, utiliser, modifier, améliorer ou traduire le Logiciel.

4.3 L'Entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada tout Renseignement de Base pour les fins mentionnées ci-haut, y compris dans le cas de Logiciels, le code source. La licence ne s'applique pas cependant à un Logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont prévues ailleurs dans le Contrat. De plus, dans le cas d'un Logiciel en vente libre dans le commerce, l'obligation de l'Entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'Entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux.

4.4 L'Entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada la propriété des Renseignements Originaux de même que la licence et tout autre droit lui permettant d'utiliser les Renseignements de Base. L'Entrepreneur veillera à ce que tous les Droits de Propriété Intellectuelle des Renseignements Originaux élaborés par un sous-traitant ou un autre tiers soient transférés promptement au Canada et lui appartiennent. Si un sous-traitant ou un autre tiers détient ou détiendra des droits de propriété sur des Renseignements de Base, l'Entrepreneur doit avoir ou obtenir promptement une licence de ce sous-traitant ou tiers pour qu'il accorde sans délai toute licence requise directement au Canada.

4.5 Tous les renseignements fournis par le Canada à l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux demeurent la propriété du Canada. L'Entrepreneur doit utiliser ces renseignements uniquement pour l'exécution du Contrat.

#### 5.0 Renonciation aux droits moraux

5.1 À la demande du Canada, que ce soit pendant ou après l'exécution du Contrat, l'Entrepreneur doit fournir une renonciation écrite aux droits moraux, comme l'indique la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. 1985, c. C-42, de chaque auteur de Renseignements Originaux susceptibles de faire l'objet d'une protection du droit d'auteur et qui doivent être transmis au gouvernement du Canada dans le cadre du Contrat. Si l'Entrepreneur est lui-même l'auteur des Renseignements Originaux, l'Entrepreneur doit renoncer de façon permanente à ses droits moraux sur lesdits renseignements.

## ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

### SERVICES DE MARKETING SOCIAL, SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

#### 1. PORTÉE

##### 1.1. Introduction

En s'appuyant sur la stratégie de marketing social, le programme recherche un professionnel du marketing ou une entreprise de marketing pour traduire la stratégie en action en mettant sur pied une campagne de marketing social, ce qui comprendra l'élaboration de messages, la conception créative, l'image de marque, l'identification des produits et des outils, en se concentrant sur la santé environnementale.

##### 1.2. Objectifs de la demande

Grâce à divers outils et produits, les travaux effectués en vertu du présent contrat fourniront aux Canadiens des renseignements scientifiques sur les problèmes relatifs à l'environnement afin de prendre des décisions éclairées concernant leur santé et la santé des membres de leur famille, ce qui aboutira en dernier ressort au changement de comportement.

##### 1.3. Contexte et portée particulière de la demande

###### *Santé environnementale*

L'expression « santé environnementale » n'est pas souvent reconnue ou est souvent mal comprise. La santé environnementale fait référence au lien qui existe entre les milieux dans lesquels nous vivons et la santé humaine, particulièrement en ce qui concerne les contaminants préoccupants, et les risques qu'ils représentent pour les Canadiens.

Au sein de la Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs de Santé Canada, il existe de nombreux mandats fédéraux qui tombent dans le champ de la santé environnementale. Chaque groupe travaille en regard de ses buts et objectifs relativement à son enjeu particulier et élabore ses propres outils singuliers pertinents pour son sujet et son public cible.

Cela présente quelques défis uniques pour élaborer des messages rationalisés, étant donné que les messages « n'appartiennent pas » à un programme spécifique, mais partagent certains points communs pertinents aux besoins des Canadiens pour la préservation d'un milieu de vie sain.

Il sera essentiel, afin de garantir le succès de la campagne, de travailler en collaboration pour cibler et élaborer les messages rationalisés.

###### *Halte-O-Risques*



Lancée en 2010, *Halte-O-Risques* est une publication phare sur la santé environnementale du gouvernement du Canada, inspirée du Guide alimentaire canadien. Le public cible est composé des personnes âgées de 24 à 65 ans, en mettant l'accent sur les parents de jeunes enfants. Le guide *Halte-O-Risques* met l'accent sur les risques pour la santé de l'environnement présents dans les maisons (le plomb, le radon, la moisissure, le monoxyde de carbone, les produits de consommation et les produits chimiques d'entretien) et comprend des mesures de protection simples. Plus de 800 000 exemplaires ont été distribués jusqu'à présent (en février 2014).

La campagne de marketing lancée pour le guide *Halte-O-Risques* comportait des publicités imprimées (magazines et journaux), radiodiffusées et numériques (bannières Web, achat de Google Adwords) et extérieures (tableaux d'affichage électroniques). Sur une période de trois ans, le guide *Halte-O-Risques* a été offert à plus de 200 000 clients lors de divers événements en magasin partout au Canada. Un groupe de magazines sur les soins prénataux et postnataux renfermant le guide *Halte-O-Risques*, tels que ceux de Parents Canada, ont été distribués dans les cabinets médicaux, les salles de cours prénataux et les hôpitaux. D'autres guides ont aussi été rédigés et adaptés pour répondre aux besoins des personnes âgées, des Premières Nations et des Inuits.

En plus de la publication *Halte-O-Risques*, une visite virtuelle de la maison a été développée comme un outil interactif qui permet aux utilisateurs de passer d'une pièce à une pièce en apprendre davantage sur les dangers potentiels qu'ils peuvent trouver dans leur maison. Cet outil est disponible en ligne :

[http://www.canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/interactive-interactif-fra.php?\\_ga=1.266280395.555485576.1468416753](http://www.canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/interactive-interactif-fra.php?_ga=1.266280395.555485576.1468416753)

En partenariat avec d'autres programmes au sein de la Direction de la sécurité des milieux de Santé Canada ainsi que d'autres organismes du portefeuille de la Santé, c'était la première initiative qui a réuni de nombreux partenaires pour examiner les questions relatives à la santé environnementale plus généralement.

### ***Le Plan de gestion des produits chimiques (PGPC)***

Le Plan de gestion des produits chimiques (PGPC) est une vaste initiative horizontale, gérée conjointement par Santé Canada et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), qui a pour but de réduire les risques que posent les produits chimiques pour les Canadiens et leur environnement. Le PGPC repose sur des initiatives précédentes en évaluant les produits chimiques utilisés au Canada et en adoptant des mesures pour encadrer les produits chimiques jugés nocifs. La campagne a été lancée de nouveau en 2006 et elle se poursuivra jusqu'en 2020. Les évaluations du programme pour le PGPC I (2011) et le PGPC II (2015) ont déterminé la nécessité d'une sensibilisation accrue du public et ont invité à entreprendre des recherches pour mieux comprendre les besoins des Canadiens en matière d'information.

En plus du PGPC, le gouvernement a approuvé le *Plan d'action pour protéger la santé humaine des contaminants de l'environnement* en 2008. Un objectif clé du Plan d'action est de faire connaître les risques associés aux contaminants de l'environnement de même que les mesures

que les Canadiens peuvent prendre pour minimiser leur exposition. Le Plan d'action vise à appuyer le PGPC en élargissant la portée des renseignements disponibles pour les Canadiens.

Les objectifs de la sensibilisation du public dans le cadre du PGPC sont les suivants :

- Motiver les Canadiens et leur permettre de protéger leur santé des risques potentiels posés par des produits chimiques et leur présenter des moyens à prendre pour minimiser ces risques;
- Accroître la confiance du public et aider à assurer que les Canadiens sont informés des résultats du programme;
- Accroître la visibilité et la compréhension du PGPC et de son importance pour les Canadiens à l'échelle des ménages.

### *Sensibilisation du public – Stratégie quinquennale*

Santé Canada évalue actuellement l'approche de sensibilisation du public à la santé environnementale dans une perspective plus large; en examinant ce qui pourrait être fait différemment pour faire face aux changements apportés au programme et aux changements dans le comportement des Canadiens en matière de recherche d'information. Le résultat est une stratégie quinquennale sur la sensibilisation du public à la santé environnementale, qui vise à fournir aux Canadiens l'information dont ils ont besoin pour éviter ou minimiser les risques posés par les substances préoccupantes.

La stratégie de sensibilisation du public comprend un plan de marketing social qui aidera à rationaliser les messages tout en atteignant un public cible de manière simple et orientée vers l'action. Le plan proposé est centré sur le concept de « maison saine ».

En fin de compte, le plan de marketing social vise à :

- fournir aux Canadiens l'information dont ils ont besoin, de manière claire et concise, et dans des formes qu'ils peuvent facilement utiliser, pour prendre des mesures sur la création d'un habitat plus sain.

Au fil des ans, la sensibilisation du public était incluse dans un mélange de tactiques de marketing traditionnelles et sociales (sensibilisation des médias, diffusion des publications, expositions et salons, activités de sensibilisation et d'apprentissage, et utilisation d'Internet et des médias sociaux). Même si la sensibilisation du public au moyen du Plan de gestion des produits chimiques (PGPC) est bien établie, les recherches ont permis de recenser plusieurs facteurs de changement, notamment :

- la façon dont les Canadiens recherchent l'information a changé;
- les commentaires des intervenants suggèrent une approche de transmission des messages simple et plus ciblée;
- les évaluations de programme ont déterminé la nécessité d'une sensibilisation accrue du public et d'une meilleure compréhension des besoins en matière d'information des Canadiens;
- les messages différents et les renseignements contradictoires sont disponibles en ligne;

- Le gouvernement du Canada s'engage à faire preuve d'ouverture et de transparence;
- Situer la sensibilisation du public comme un outil de gestion des risques.

Au fil de son avancement, le programme a élaboré une stratégie quinquennale de sensibilisation du public, en se reposant sur nos quatre piliers : mener des recherches, informer et mobiliser la population canadienne, habiliter les personnes d'influence et établir et tirer profit des partenariats. Une grande partie du Pilier 1 - La recherche été réalisée ou est en cours.

***Pilier 1 : Conduite de la recherche*** – L'objectif est de mieux comprendre les besoins en information des Canadiens et de définir des pratiques exemplaires qui guideront l'élaboration de la stratégie, des messages clés, des produits d'information et des outils.

En 2015, la recherche comportementale a été étudiée au moyen d'un sondage de panels en ligne (mené par TNS Canada) de 1 800 Canadiens pour obtenir de l'information sur les habitudes environnementales saines des Canadiens et les comportements des Canadiens en quête de renseignements.

Les résultats de la recherche sur l'opinion publique (sondage en ligne par panel qui sera mené à l'automne) aideront à informer la campagne marketing social en obtenant de précieux renseignements sur les préoccupations, la prise de conscience et la connaissance qu'ont les Canadiens des problèmes liés à la santé environnementale.

***Pilier 2 : Information et mobilisation des Canadiens*** – Afin d'améliorer et cibler les renseignements disponibles pour les Canadiens et afin de les motiver à prendre des mesures pour protéger leur santé.

On fournit aux Canadiens des renseignements utiles sur les produits chimiques et leur santé au moyen de diverses publications (p. ex., Halte-O-Risques), le Web, et par l'entremise des messages du Ministère dans les médias sociaux (Twitter et Facebook) sur *les Canadiens en santé*.

Les bureaux régionaux de Santé Canada agissent comme « porte-parole » du PGPC pour Santé Canada, à plus de 70 événements de sensibilisation par an, et contribuent à faire mieux connaître les outils, produits et renseignements de Santé Canada afin de prévenir et de réduire les risques pour la santé associés aux produits chimiques.

***Pilier 3 : Sensibilisation et habilitation des personnes d'influence*** – Motiver les Canadiens afin de leur permettre de prendre des mesures pour protéger leur santé en appuyant les personnes d'influence (professionnels de la santé, agents de sensibilisation communautaire, blogueurs).

En se fondant sur les documents de Santé Canada, les modules d'apprentissage sur la sensibilisation aux produits chimiques ont été élaborés en tant qu'outils d'apprentissage pour aider les intermédiaires de confiance (comme les professionnels de la santé, les agents de sensibilisation communautaire, les éducateurs de la petite enfance, les fournisseurs de services de première ligne) à accroître la sensibilisation et la compréhension du PGPC, des risques et de

l'utilisation plus sécuritaire des produits chimiques et de la façon de protéger les populations vulnérables. D'autres modèles sont adaptés à des populations spécifiques, notamment les Premières Nations et les personnes âgées.

La sensibilisation du public est davantage facilitée par les médias, notamment Fifth Story.

***Pilier 4 : Établissement et mise à profit des partenariats*** – Pour tirer profit de la réputation, de l'influence et des ressources des partenaires existants et nouveaux pour élargir la sensibilisation, établir de nouveaux réseaux, et accroître la promotion croisée.

Santé Canada travaille avec divers intervenants pour aider à renforcer les capacités et à promouvoir ses messages. Les partenaires de Santé Canada vont des autres ordres de gouvernement aux organisations non gouvernementales en passant par les universités, et les organisations autochtones nationales.

L'établissement de partenariats nouveaux et existants (organisations non gouvernementales, sensibilisation communautaire, professionnels de la santé, etc.) est essentiel à la réussite du programme.

### ***Public cible***

Le groupe cible primaire pour la stratégie marketing social est celui des parents et des dispensateurs de soins aux enfants de 0 à 6 ans, l'objectif général étant de renforcer leurs comportements visant à préserver un habitat sain qui minimise les risques posés par les substances préoccupantes. Les parents de jeunes enfants sont plus enclins à prendre des mesures relativement aux risques chimiques et se sentent particulièrement interpellés quand il est question des dangers environnementaux pour la santé dans leur maison. En particulier, les parents de jeunes enfants sont concernés par la sécurité des produits qu'ils ramènent à la maison, comme les produits nettoyants pour cuisines et salles de bain. Ils sont aussi plus susceptibles de considérer que ces produits constituent les plus grandes menaces dans leurs maisons et tendent à se montrer plus prudents, plus diligents et plus conscients.

Les groupes cibles secondaires peuvent comprendre des éducateurs de la petite enfance, des enseignants ainsi que des professionnels de la santé et d'autres fournisseurs de soins.

## **2. EXIGENCES**

## 2.1. Tâches, produits livrables et jalons

Remarque : Les échéanciers prévus sont provisoires et seront modifiés au moment de l'attribution du contrat

Tâche	Produit livrable	Jalon	Calendrier provisoire
<b><i>PHASE I</i></b>			De la date d'attribution du contrat au 31 mars 2017
Examen des travaux de recherche et des renseignements de base de Santé Canada, tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits et outils existants</li> <li>• Recherche comportementale</li> <li>• Recherche sur l'opinion publique – Un sondage par panel en ligne sera mené cet automne</li> <li>• Stratégie de marketing social</li> </ul>	Réunion initiale avec Santé Canada  Soumettre l'ébauche du plan de travail	Santé Canada doit approuver le plan de travail	Décembre 2016
Finaliser le plan de travail dans lequel sont indiqués les tâches, les échéanciers et les responsabilités	Plan de travail	Plan de travail soumis à Santé Canada	Décembre 2016
Réaliser des entrevues auprès d'informateurs clés (par téléphone ou en personne) avec les partenaires de Santé Canada*, les bureaux régionaux de Santé Canada, et d'autres sources identifiées pour obtenir des commentaires sur les produits actuels et les activités courantes et la marche à suivre pour recueillir des renseignements afin d'éclairer les enjeux prioritaires et les messages clés.  Organiser une réunion de groupe en personne (qui sera tenue à Ottawa) avec les principaux informateurs pour discuter des problèmes et des messages clés.  Partenaires de Santé Canada : Direction de la politique ministérielle et du développement durable (DPMDD), Direction des sciences de la santé environnementale et de la radioprotection	Réaliser jusqu'à 12 entrevues et tenir une réunion de groupe.  Établir un rapport pour résumer les entrevues et la consultation en personne	Rapport soumis	Décembre 2016- janvier 2017

(DSSER), Bureau de la qualité de l'eau et de l'air (BQAE), Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARAP), Direction générale des produits de santé et des aliments (DPSA), Direction des produits de santé naturels (DPSN), Agence de la santé publique du Canada (AHS), Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (DGSPNI)			
<p>Concevoir une campagne de marketing social qui comprendra ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La détermination des principaux problèmes de santé environnementale. Pourquoi les problèmes sont-ils importants? Pourquoi les Canadiens devraient-ils prendre des mesures?</li> <li>• L'élaboration de messages clés.</li> <li>• Le développement de la marque pour démontrer une nouvelle présentation revitalisée et une nouvelle valeur. Veuillez fournir trois options de conception.</li> <li>• L'identification des outils et des produits - Quels produits et outils devraient-êtré élaborés le cadre de cette Stratégie? (p. ex, brochures, guides, aimants, écrans interactifs, infographiques, applications téléphoniques, jeux, etc.)</li> <li>• Un plan d'évaluation de la campagne, y compris des indicateurs pour mesurer le rendement (comment saurons-nous si la campagne est un succès?)</li> </ul>	Rapport sur la campagne de marketing social (comme détaillé sous Tâche) soumis. Doit comprendre trois options de conception.	Examinées et commentées par Santé Canada.	Janvier-février 2017
Consulter Santé Canada et s'assurer que le plan de campagne est sur la bonne voie et est harmonisé avec le message de Santé Canada.	Rencontrer le personnel de Santé Canada pour donner une mise à jour sur l'état et l'occasion de recueillir de la rétroaction.	Approbation reçue par Santé Canada	Février 2017
Élaboration ou conception des maquettes de produits ou d'outils	La conception de maquettes est	La conception	Mi-février 2017

	réalisée	est soumise  Rétroaction et approbation de Santé Canada	
<p>Fournir les documents des maquettes et des conseils pour informer les essais auprès du groupe de discussion** des messages, de la marque, de l'élaboration et de l'identification des outils et des produits. Les essais comprendront aussi des maquettes visuelles aux fins de commentaire et d'examen.</p> <p>**Les essais auprès de groupes de discussion seront effectués dans le cadre de deux contrats distincts par une entreprise d'études de marché. Les documents et les outils seront soumis à l'entreprise de marketing social.</p> <p>Dans la mesure du possible, le soumissionnaire assistera à une ou plusieurs séances des groupes de discussion à titre d'observateur.</p>	<p>Rencontrer et consulter les experts de l'entreprise d'études de marché et le personnel de Santé Canada</p> <p>Assister à une ou plusieurs séances des groupes de discussion à titre d'observateur</p>	<p>Rencontre terminée</p> <p>Documents soumis à la société de recherche sur l'opinion publique (ROP)</p>	Février 2017
Examiner et intégrer les conclusions des séances des groupes de discussion.			Mars 2017
Consultation des partenaires de Santé Canada pour solliciter des commentaires et de la rétroaction sur le développement de la marque, l'élaboration des messages, des maquettes de produits ou d'outils, etc.	Réunion avec les partenaires de Santé Canada	Rencontre terminée	Mi-mars 2017
<p>Préparer un rapport sur la campagne qui doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enjeux, messages clés et image de marque</li> <li>• Identification de l'outil et du produit</li> <li>• Trois concepts visuels</li> <li>• Fournir des recommandations et une justification pour l'approche choisie</li> </ul>	Les constatations sont résumées dans un rapport pour inclure les trois concepts présentés ainsi que la justification et les recommandations	<p>Rapport soumis</p> <p>Examen et approbation par la haute direction de Santé Canada de la phase I Rapport et recommandat</p>	31 mars 2017

		ions.	
<b><i>PHASE II (Année d'option n° 1)</i></b>			Du 1 <sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018
Après les approbations de Santé Canada, concevoir et produire les produits et les outils	Produits et outils	Approbations de Santé Canada	Avril – mai 2017
Campagne d'essai pilote (p. ex., bureaux régionaux de Santé Canada)	Produits et outils soumis pour l'essai pilote	Projet pilote réalisé dans un bureau régional	Mai-juin 2017
Solliciter de la rétroaction du projet pilote et intégrer les commentaires, au besoin	Rapport résumant les commentaires	Approbations de Santé Canada	Juillet 2017
Production du plan final de campagne de marketing social, y compris les produits et les outils ainsi que les recommandations pour leur utilisation.	Produits et outils finaux Recommandations	Tous les produits et les outils reçus par Santé Canada	Août-septembre 2017

## 2.2. Environnement technique, opérationnel et organisationnel

Les résultats reçus par l'entrepreneur provenant de la recherche sur l'opinion publique (sondage en ligne par panel) ne doivent pas être utilisés pour identifier de nouveau les personnes qui ont répondu au sondage.

Les renseignements personnels (tels que définis dans l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. ch. P-21)) ne doivent pas être recueillis par l'entrepreneur. En outre, tous les renseignements reçus pendant les entrevues avec les informateurs ne doivent pas être attribués aux particuliers, mais plutôt aux organisations que les personnes représentent.

## 2.3. Exigences en matière de rapports

L'entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique du rapport ou du produit livrable précisé dans la section 2.1 au représentant ministériel.

## 2.4. Procédures de contrôle de la gestion du projet

L'entrepreneur sera chargé de faciliter et de maintenir les communications régulières avec le représentant ministériel en ce qui concerne les progrès du travail effectué. L'entrepreneur devra participer aux téléconférences et aux réunions avec Santé Canada et avec d'autres représentants



identifiés. L'entrepreneur doit fournir à Santé Canada les rapports et les produits livrables décrits à la section 2.1.

### **3. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

#### **3.1. Les autorités seront précisées au moment de l'attribution du contrat**

#### **3.2. Obligations du Canada**

Tous les produits livrables décrits à la section 2.1 seront examinés par le chargé de projet et le représentant ministériel de Santé Canada dans les délais prescrits. Le représentant ministériel fournira les commentaires et obtiendra la rétroaction et les approbations de Santé Canada comme prévu dans les délais impartis. Le représentant ministériel agira aussi en tant que ressource de contenu et fournira de l'aide et du soutien si nécessaire.

#### **3.3. Obligations de l'entrepreneur**

L'entrepreneur sera responsable de toutes les activités et de tous les produits livrables décrits dans le présent énoncé des travaux.

En raison des charges de travail et des échéances existantes, tout le personnel affecté à l'exécution d'un contrat découlant de la présente demande de proposition devra être prêt à travailler en collaboration étroite et fréquente avec le responsable de projet et les autres membres du personnel du Ministère.

L'entrepreneur ne doit pas fournir, et doit veiller à ce que ses employés et ses sous-traitants ne fournissent pas, des renseignements personnels (au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. ch. P-21) au gouvernement du Canada.

#### **3.4. Lieu du travail, emplacement des travaux et lieu de livraison**

Tous les travaux relatifs au présent contrat devront être exécutés dans les locaux de l'entrepreneur, avec les équipements lui appartenant.

Le présent contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario.

#### **3.5. Langue de travail**

La correspondance entre Santé Canada et l'entrepreneur doit être en anglais.

#### **3.6. Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit obtenir et maintenir une police d'assurance responsabilité professionnelle appropriée.

Il incombe uniquement à l'entrepreneur de décider si une assurance est nécessaire pour sa protection personnelle ou pour remplir les obligations en vertu du présent contrat et des lois fédérales, provinciales ou territoriales et municipales applicables. Cette assurance sera fournie et maintenue par l'entrepreneur à ses propres frais.

### **3.7. Déplacement et subsistance**

Des réunions en personne avec les représentants ministériels à Ottawa seront nécessaires.

Les déplacements de l'entrepreneur à l'extérieur de la région de la capitale nationale doivent être approuvés par la haute direction de Santé Canada. Le remboursement des frais de déplacement et de subsistance sera effectué conformément aux modalités de paiement et à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte.

## **4. CALENDRIER DU PROJET**

### **4.1. Dates prévues du début et de l'achèvement du projet**

Les services de l'entrepreneur seront requis de la date d'octroi du contrat jusqu'au 31 mars 2017.

Par la présente, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période du contrat jusqu'à une (1) période supplémentaire d'un (1) an (1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018) selon les mêmes conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Modalité de paiement.

## **5. DOCUMENTS PERTINENTS ET GLOSSAIRE**

### **5.1. Documents applicables**

Site Web Halte-O-Risques :

<http://www.canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/hazard-risque-fra.php>

Site Halte-O-Risques la maison virtuelle : [http://www.canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/interactive-interactif-fra.php?\\_ga=1.159338622.555485576.1468416753](http://www.canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/interactive-interactif-fra.php?_ga=1.159338622.555485576.1468416753)

Site Web du Plan de gestion des produits chimiques :

<http://chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/plan/index-fra.php>

Sites Web Canadiens en santé, Sécurité à la maison et dans le jardin :

[http://canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/index-fra.php?\\_ga=1.27685112.555485576.1468416753](http://canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/environnement-environnement/home-maison/index-fra.php?_ga=1.27685112.555485576.1468416753)

## ANNEXE B – BASE DE PAIEMENT

### 1. BASE DE PAIEMENT

- 1.1.** En contrepartie de la prestation satisfaisante des services convenus, le Canada versera à l'Entrepreneur un montant maximal de \_\_\_\_\_ \$, toutes dépenses, les droits de douane et les taxes applicables sont comprises.
- 1.2.** Sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes stipulés dans le présent Contrat excluent la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), selon le cas, à moins avis du contraire. Dans la mesure où elle s'applique, la TPS ou la TVH sera précisée dans toutes les factures et demandes d'acompte pour les biens fournis ou les travaux exécutés, et sera acquittée par le Canada. L'Entrepreneur convient de verser à l'Agence du revenu du Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS ou de la TVH.
- 1.3.** Nulle augmentation de la responsabilité globale du Canada ou du prix des travaux, en raison de changements apportés à la conception, de modifications aux devis ou d'une interprétation différente de ces derniers par l'Entrepreneur ne sera autorisée ni versée à ce dernier, à moins que ces changements ou modifications ou cette interprétation aient été approuvés par écrit par l'Autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'Entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'Autorité contractante avant leur intégration aux travaux. L'Entrepreneur doit informer, par écrit, le Chargé de projet concernant la suffisance de cette somme :
- a. lorsqu'elle sera engagée à soixante-quinze pour cent (75 %);
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du Contrat;
  - c. si l'Entrepreneur considère que ladite somme est insuffisante pour la réalisation des travaux;
- selon la première de ces conditions à se présenter

Dans le cas où les fonds prévus au contrat se révèlent insuffisants, l'Entrepreneur doit fournir au Chargé de projet une estimation des fonds additionnels requis. Ce n'est pas parce que l'Entrepreneur aura donné cet avis et cette estimation de fonds supplémentaires que cela aura pour effet d'accroître la responsabilité du Canada.

### 2. BARÈME DE PRIX

#### 2.1. SERVICES PROFESSIONNELS

Pour les services professionnels, l'Entrepreneur sera payé aux tarifs fermes, tout inclus suivants. Ces tarifs comprennent les coûts indirects et les profits mais non la TPS et la TVH.

Durée initiale du contrat – Date d’adjudication du contrat au 31 mars 2017

Main-d’œuvre	Tarif journalier (CAN \$)	Niveau d’effort (nombre de jours)	Prix total (CAN \$)
Ressource n° 1(nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Ressource n° 2 (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Ressource n° 3 (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Autres ressources (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Autres dépenses			____\$
<b>Sous-total</b> (TPS/TVH exclus)			____\$
<b>Taxes applicables estimées</b>			____\$
<b>TOTAL</b>			____\$

Année d’option n° 1 - 1 avril 2017 au 31 mars 2018

Main-d’œuvre	Tarif journalier (CAN \$)	Niveau d’effort (nombre de jours)	Prix total (CAN \$)
Ressource n° 1(nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Ressource n° 2 (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Ressource n° 3 (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Autres ressources (nom, catégorie de main d’œuvre)			____\$
Autres dépenses			____\$
<b>Sous-total</b> (TPS/TVH exclus)			____\$
<b>Taxes applicables estimées</b>			____\$
<b>TOTAL</b>			____\$

## 2.2. Frais de déplacement et de subsistance

Sous réserve de l'autorisation écrite préalable du Canada, les frais de déplacement et de subsistance engagés dans le cadre de l'exécution de travaux seront remboursés, sans provision pour les coûts indirects ou les profits, dans les limites permises par la Directive sur les voyages du Conseil National Mixte qui est en vigueur (Voir Appendice 1, Clauses du contrat subséquent – Modalités de paiement, clause TP4).

Le Canada ne paiera pas l'Entrepreneur ses tarifs journaliers fermes pour le temps passé « en transit » (p. ex. le temps passé à voyager en voiture ou un avion, ou temps pour se rendre à l'aéroport et en revenir).

Estimation des frais de déplacement et de subsistance (TPS/TVH comprises) Est. = \_\_\_\_\_\$

## 2.3. Frais divers ou imprévus (*s'il y a lieu*)

**ANNEXE C – EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ****IL N'Y A PAS D'EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

L'entrepreneur n'ayant pas fait l'objet d'une enquête de sécurité doit être accompagné, en tout temps, par un employé ou un commissionnaire lorsqu'il se rend dans les installations du gouvernement du Canada.

Les renseignements qui seront utilisés pour l'élaboration du ou des produits visés par le contrat, qu'il s'agisse de documents de référence ou d'autres documents mis à la disposition de l'entrepreneur, doivent être non classifiés et considérés par l'Agence de la santé publique du Canada, Santé Canada ou le gouvernement du Canada comme pouvant être divulgués au public.

Aucun renseignement protégé ou classifié ne doit être mis à la disposition de l'entrepreneur, être utilisé pour la production du produit visé par le contrat, ou être produit dans le cadre du présent contrat.